



**HISTOIRE
DE L'UNION SOVIÉTIQUE
de Lénine à Staline
(1917-1953)**

Nicolas Werth

puf

QUE SAIS-JE ?

Histoire de l'Union soviétique de Lénine à Staline (1917-1953)

NICOLAS WERTH

Directeur de recherche au CNRS

Quatrième édition mise à jour

14e mille



Introduction

Peu de secteurs en histoire contemporaine ont connu, au cours des dernières quinze années, un renouvellement documentaire et interprétatif aussi important que l'histoire de l'Union soviétique. La disparition de l'URSS en 1991 a permis de mettre en perspective une « période soviétique de l'histoire russe » s'étendant sur trois quarts de siècle à peine ; l'ouverture des archives – au moins pour les années 1917-1953 – a bouleversé les conditions de travail des historiens spécialistes de l'URSS et ouvert de nombreux nouveaux champs de recherche.

Dans le domaine de l'histoire politique, par exemple, la nouvelle documentation aujourd'hui disponible (archives des plus hautes instances dirigeantes du Parti – Politburo, Orgburo, Secrétariat du Comité central – et de l'État, Conseil des commissaires du peuple, puis Conseil des ministres, correspondances des élites dirigeantes, mais aussi la masse immense des documents produits par les instances supérieures et intermédiaires des administrations soviétiques) a permis d'éclairer plusieurs questions importantes :

- les mécanismes de prise de décision, au sommet, et de mise en œuvre, par les diverses administrations, des mesures adoptées. Malgré la difficulté de reconstituer l'ensemble des processus décisionnels, il est devenu possible de documenter et d'identifier la marque personnelle, par exemple, de Lénine ou de Staline, et de suivre les logiques propres à telle ou telle administration, les marges d'autonomie et de proposition des divers acteurs bureaucratiques à tous les niveaux (central, régional, local) ;
- la part du projet politique à long terme et la part de l'improvisation, de la réaction aux aléas de la conjoncture, des tâtonnements, des retournements, des ajustements, voire des dysfonctionnements d'un système politique dans le processus même de sa construction ;
- la question des tensions interinstitutionnelles entre les diverses bureaucraties, les tensions et les conflits entre le centre et la périphérie.

L'État soviétique, longtemps considéré comme « un État flottant au-dessus de tous les autres éléments, sur l'histoire elle-même » (Moshe Lewin), est enfin pleinement appréhendé comme un objet d'histoire sociale, à travers l'étude de ses acteurs, de ses réseaux, de son fonctionnement, des formes de négociations et de conflits qui l'ont traversé. On s'intéresse davantage à la manière dont le pouvoir s'exerce, à la manière dont les relations de pouvoir s'enracinent dans le social. L'analyse des relations de pouvoir ne se limite plus – comme cela a longtemps été le cas, dans la soviétologie « classique » – à l'étude d'une série d'institutions, et encore moins à l'analyse d'une Idéologie. En interaction avec les actions et les initiatives du pouvoir central, les types de contraintes exercées, la société est devenue partie prenante de l'analyse.

L'intérêt croissant porté à l'histoire sociale, à « l'histoire vue d'en bas », a suscité également toute une série de recherches sur les réactions (au sens le plus large du terme) de la société soviétique – sur l'imperméabilité des « sous-cultures » à l'idéologie communiste, les zones d'autonomie des comportements sociodémographiques, les stratégies de contournement et de survie, les espaces d'autonomie de l'opinion publique, les déviances, les formes d'insubordination sociale, d'insoumission, de « dérobade », d'opposition ou de résistance

passive ou active.

Mais également sur les modalités d'intégration et d'adaptation à la « nouvelle société socialiste », les stratégies de promotion sociale, les formes de réappropriation, d'adhésion et de soutien à certaines valeurs mises en avant par le régime. Cette histoire sociale met en lumière les enchevêtrements complexes du consentement et du mécontentement, de l'accommodement et de la résistance passive, de l'adhésion et du refus, de la résignation et de la déviance. Globalement, ces recherches s'inscrivent dans cette « histoire du quotidien » (*Alltagsgeschichte*) qui a si fortement marqué l'historiographie du nazisme. Elles témoignent d'une réalité majeure : aujourd'hui, l'histoire de l'URSS a définitivement cessé d'être l'apanage des « soviétologues » pour devenir un champ d'études – à l'instar d'autres – des historiens du contemporain.

Ce sont tous ces apports que la présente édition a tenté d'intégrer dans un texte en partie refondu et complété depuis la dernière édition, qui datait de 1998.

Chapitre I

Années de survie et de formation (1918-1921)

I. L'institutionnalisation du bolchevisme

1. Les premiers décrets

Dès avant octobre 1917, les bolcheviks avaient jugé indissociables leur propre prise du pouvoir, la fin de la « guerre impérialiste » et le déferlement d'une révolution prolétarienne en Europe.

Aussi le « décret sur la paix » constitue-t-il l'acte fondateur du nouveau régime. Par ce texte, le gouvernement bolchevique invitait « tous les peuples et leurs gouvernements à ouvrir sans délai les négociations d'une juste paix démocratique ». Passé inaperçu dans la plupart des chancelleries, qui ne voient dans le « coup du 25 Octobre » qu'une péripétie de plus dans le cours d'une Russie désorientée, le « décret sur la paix » se situe délibérément hors des normes de la diplomatie traditionnelle. Il témoigne de la volonté du nouveau pouvoir de bouleverser le système international des États : parlant au nom de « l'immense majorité des classes ouvrières et travailleuses épuisées », le gouvernement bolchevique appelle à une paix « sans annexions ni contributions », comme à la renonciation générale à « toute domination non consentie sur des nations, qu'elles fussent situées en Europe ou outre-mer ». D'emblée, les bolcheviks affichent leur utopisme et leur singularité.

Deuxième texte majeur adopté par les bolcheviks : le « décret sur la terre » : « La propriété privée de la terre est abolie sans indemnité ; toutes les terres sont mises à la disposition des comités locaux. » Cette mesure ne fait, en réalité, que légitimer ce que de nombreux comités agraires avaient spontanément entrepris depuis l'été 1917 : l'appropriation des terres appartenant aux grands propriétaires fonciers, à la Couronne, voire aux paysans aisés. Le « décret sur la terre » apporte en moyenne, à chaque famille paysanne, 2 à 3 ha de terre. Augmentation notable, mais qui n'a guère d'effet dans l'immédiat du moins. Faute de cheptel et de matériel agricole, la terre ne peut être utilement mise en valeur. Néanmoins, en acceptant le passage des terres aux « mains du peuple » – et donc la constitution d'une petite propriété paysanne –, en « volant » aux socialistes-révolutionnaires leur programme agraire (les bolcheviks avaient toujours été partisans d'une « nationalisation » des terres et de l'instauration de formes collectives d'exploitation), les bolcheviks s'assurent, durant les premiers mois de 1918, le soutien – capital – de l'immense majorité de la paysannerie.

Troisième orientation du nouveau régime : répondre aux revendications de son « allié naturel », le prolétariat urbain, regroupé, depuis le printemps 1917, au sein de comités de quartier, d'usine, de syndicats de plus en plus radicaux. En octobre 1917, le mot d'ordre de la « base »

est le « contrôle ouvrier » : les ouvriers exigent l'expropriation des entreprises et leur gestion collective par les travailleurs. Un décret du 14 novembre 1917 fixe les modalités de ce « contrôle ouvrier » ; un autre reconnaît le principe de la journée de huit heures. Mais, déjà, le gouvernement bolchevique se montre plus soucieux de fixer des limites à l'autogestion, de fusionner les comités d'usine avec la nouvelle administration, de procéder aux premières nationalisations (14 décembre 1917). Une incompréhension mutuelle s'installe entre les ouvriers, obsédés par le chômage, la dégradation continue de leur pouvoir d'achat, la faim, les ravages de la guerre et un État soucieux d'efficacité économique. Dès le mois de décembre, le nouveau régime doit affronter une vague de revendications salariales et de grèves. En quelques semaines, les bolcheviks perdent l'essentiel du capital de confiance qu'ils avaient accumulé, dans une partie du monde ouvrier, durant l'année 1917.

2. Dictature politique, dissolution de l'Assemblée constituante et dessaisissement des soviets

Le gouvernement constitué le 25 octobre ne comporte que des bolcheviks. Présidé par Lénine, le Conseil des commissaires du peuple comprend 15 « commissaires ». Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks ayant refusé, pour ne pas cautionner le coup de force bolchevique, de siéger au nouveau comité exécutif des soviets élu par le II^e congrès, le gouvernement de Lénine n'est reconnu que par les délégués bolcheviques et par les socialistes-révolutionnaires de gauche.

Dès la fin octobre, le nouveau gouvernement prend un certain nombre de mesures autoritaires : fermeture des journaux « bourgeois », suspension de toute publication qui « sèmerait le trouble dans les esprits en publiant des nouvelles volontairement erronées », contrôle de la radio et du télégraphe, arrestation de personnalités des partis d'opposition, tant « bourgeois » que socialistes.

Contre la mainmise totale des bolcheviks sur le pouvoir s'élèvent de nombreuses oppositions. Le syndicat des cheminots prend la tête de l'opposition « socialiste » au nouveau pouvoir, exigeant la constitution d'un gouvernement socialiste d'union.

Avant octobre, les bolcheviks n'avaient cessé d'accuser le gouvernement provisoire de retarder la réunion de l'Assemblée constituante. Ils ne pouvaient pas ne pas la réunir, même si Lénine ne cessait de rappeler le principe énoncé dès 1903 par Plekhanov, selon lequel le succès de la Révolution constituait le « droit suprême », supérieur à l'idéal du suffrage universel. Vu le poids électoral écrasant de la paysannerie, les élections de novembre-décembre 1917 à l'Assemblée constituante se soldent par une victoire écrasante des socialistes-révolutionnaires (40 % des suffrages exprimés). Sur 41 millions de votants, moins de neuf millions votent pour les bolcheviks. L'Assemblée constituante (370 S-R ; 175 bolcheviks ; 80 « divers modérés », 40 S-R de gauche, 17 constitutionnels-démocrates) se réunit le 18 janvier 1918. Elle n'a que le temps d'élire à sa présidence le leader social-révolutionnaire V. Tchernov et d'annuler les décrets d'octobre 1917. Dès le lendemain matin, le gouvernement bolchevique la dissout, dans l'indifférence générale. En Russie, l'expérience de la démocratie parlementaire n'aura duré que quelques heures.

Après avoir dissous l'Assemblée, le gouvernement restreint les prérogatives du Congrès des soviets, dont les sessions sont espacées et réduites à quelques séances symboliques. En quelques semaines (fin octobre 1917-mi-janvier 1918), le « pouvoir par en bas », le « pouvoir des soviets », qui s'était développé, de février à octobre 1917, au travers d'institutions

décentralisées, très diverses, en tant que « contre-pouvoir » potentiel, se transforme ainsi en un « pouvoir par en haut », à l'issue de procédures de dessaisissement, bureaucratiques ou autoritaires. Le pouvoir passe de la société à l'État, et de l'État au parti bolchevique.

II. De Brest-Litovsk à la guerre civile

1. Brest-Litovsk : l'illusion d'une paix

La conclusion de la paix, souhaitée par l'immense majorité de la population, est une priorité pour le nouveau régime. Sans paix – à n'importe quel prix –, c'est l'avenir même de la révolution bolchevique, comme celui de la révolution mondiale (les deux étant alors jugés indissociables), qui est menacé. Après le refus des Alliés de prendre en considération les propositions léninistes d'une « paix sans annexions ni contributions », le gouvernement soviétique engage des négociations d'armistice avec les délégations des Empires centraux. Un armistice est conclu le 15 décembre 1917, pour quatre semaines, renouvelable. Le traité de Brest-Litovsk n'est cependant signé que le 3 mars 1918, à la suite de plusieurs mois de tractations laborieuses et d'une semaine (16-23 février 1918) particulièrement dramatique pour des dirigeants bolcheviques profondément divisés sur la tactique à mener face aux exigences croissantes des Empires centraux : « guerre révolutionnaire » (solution prônée par les « communistes de gauche », emmenés par Boukharine), « ni paix ni guerre » (formule inédite prônée par le principal négociateur bolchevique, Trotski, qui, le 10 février, met unilatéralement fin aux pourparlers, en déclarant que « l'état de guerre a pris fin entre les Empires centraux et la Russie ») ; acceptation – aussi dure fût-elle – des conditions de l'adversaire, afin de garantir l'avenir de la révolution russe (ligne prônée par Lénine). Le 23 février 1918, après que les armées allemandes eurent avancé de 400 km en cinq jours, Lénine parvient, à une courte majorité, à imposer son point de vue. Le traité de Brest-Litovsk consacre la perte, par rapport à 1914, de 800 000 km². L'armée soviétique doit quitter l'Ukraine, conclure la paix avec la Rada ukrainienne, abandonner toute prétention sur la Finlande et les Pays baltes, céder Kars, Batoum et Ardahan à la Turquie. Ces territoires perdus représentent 26 % de la population, 32 % de la production agricole, 23 % de la production industrielle, 75 % du charbon et du fer. « Céder de l'espace pour gagner du temps » – telle est, pour Lénine, la raison d'être de ce diktat. Mais la trêve est de courte durée. À la « guerre impérialiste » succède la guerre civile.

2. Les développements de la guerre civile

Quatre ans durant (début 1918-fin 1921), la Russie est déchirée par une terrible guerre civile qui provoque d'immenses pertes démographiques, une dévastation sociale et économique sans précédent et une militarisation durable du bolchevisme.

Affrontement multiforme, phénomène complexe mettant en jeu des intérêts politiques, nationaux, sociaux, la guerre civile dans l'ex-Empire tsariste ne saurait être réduite, comme elle l'a été généralement, à une lutte entre « Rouges » et « Blancs », qui s'achèverait, en novembre 1920, par la défaite de la dernière Armée blanche du baron Wrangel. Elle dure, en réalité, jusqu'au milieu de l'année 1921 (et certaines régions ne sont « pacifiées » qu'au début de 1922) ; en 1920-1921, le principal danger pour le régime soviétique n'est plus l'Armée blanche, mais les centaines d'armées paysannes (les « Verts ») qui tiennent le « pays profond », en Ukraine, en Sibérie, dans les provinces de la Volga, refusant les réquisitions, fuyant la

conscription.

La guerre civile apparaît ainsi comme un entremêlement inextricable d'affrontements sur des fronts différents et mouvants.

A) Une première catégorie d'affrontements oppose des gouvernements concurrents, disposant d'une force armée régulière et d'un appareil d'État, et s'efforçant d'établir leur pouvoir sur un territoire donné dans une conjoncture propice aux tendances centrifuges et à l'éclatement de l'ex-Empire tsariste en petites unités autonomes. Au moment où les bolcheviks prennent le pouvoir, l'empire hérité du gouvernement provisoire est, en effet, sur le point de se désintégrer.

À ce premier type d'affrontements « institutionnalisés » correspondent les conflits entre le régime bolchevique et les dizaines de gouvernements antibolcheviques éphémères qui voient le jour, dans diverses régions de l'ex-Empire tsariste, en 1918-1919 (gouvernements provisoires de Samara, d'Omsk, d'Arkhangelsk, de l'Oural, de Crimée, « république de Kalouga », gouvernements militaires cosaques, etc.).

L'année 1918, année de fragmentation maximale de l'ex-Empire russe, est marquée par des affrontements de faible envergure (les forces armées des protagonistes ne dépassent pas quelques dizaines de milliers d'hommes), périphériques et toujours localisés, entre le régime bolchevique et des forces d'opposition divisées. Parmi celles-ci, les plus dangereuses sont :

- le gouvernement cosaque du Don, proclamé par l'ataman Alexis Kaledine. Sous le régime tsariste, les Cosaques jouissaient du privilège de recevoir 30 ha de terre en échange d'un service militaire jusqu'à l'âge de 36 ans. Devenus ainsi l'un des principaux soutiens du pouvoir tsariste, les Cosaques, privés de leur légitimité sociale (et menacés dans leurs biens) par un décret du 28 octobre 1917 qui abolit tous les grades, titres, hiérarchies et inégalités de rang de l'ancien régime, se soulèvent contre le pouvoir bolchevique. C'est en « terre cosaque », sur les frontières méridionales de la Russie, dans les steppes du Don et du Kouban, que se constitue, dès décembre 1917, l'« Armée des Volontaires », premier noyau de ce qui allait bientôt devenir, sous le commandement du général Kornilov, puis du général Denikine, l'Armée « blanche » ;
- le comité des constituants de Samara (Komoutch). Né le 8 juin 1918, sous la présidence de quelques députés socialistes-révolutionnaires de l'ex-Assemblée constituante, le comité est soutenu militairement par la légion tchécoslovaque, une unité formée d'ex-prisonniers de guerre tchèques. Pendant la brève période de son existence, le Komoutch va essayer de trouver une troisième voie pour la révolution. Le comité de Samara rejette ainsi aussi bien la restauration monarchique que l'expérimentation socialiste, se référant au principe d'une démocratie parlementaire fondée sur la réforme agraire. Mais, dès le 18 novembre 1918, il est renversé par le nouvel homme fort de la partie orientale de la Russie, l'amiral monarchiste Koltchak. Divisée et impuissante, l'opposition démocratique est absorbée par la contre-révolution militaire.

À la différence de 1918, l'année 1919 apparaît comme le temps des grandes campagnes militaires, des affrontements sur une grande échelle entre des armées « blanches », désormais nombreuses (plusieurs centaines de milliers d'hommes) et soutenues par les anciens Alliés de la Russie et une Armée rouge réorganisée sur la base du service militaire obligatoire.

Jusqu'à l'été 1918, bien qu'hostiles à un régime qui avait unilatéralement sorti la Russie de la

guerre, aggravé la situation des armées de l'Entente, déclaré l'annulation des dettes contractées avec les puissances étrangères à l'époque tsariste, et lésé, par la nationalisation des banques et des entreprises, les intérêts occidentaux, les Alliés étaient restés dans une position d'attente. Peu à peu, ils décident d'intervenir : en août 1918, des contingents anglo-canadiens entrent en Transcaucasie et occupent Bakou, tandis que Français et Anglais, débarqués à Arkhangelsk, renversent le gouvernement local bolchevique et soutiennent le gouvernement d'Omsk de l'amiral Koltchak. Basées à Odessa, des troupes françaises assurent les services de l'arrière à l'Armée blanche du général Denikine, qui opère dans la région du Don. En novembre 1918, la fin de la Première Guerre mondiale marque une nouvelle étape dans l'engagement occidental contre un régime qui encourage la diffusion de la révolution en Europe. La Russie bolchevique se trouve alors entourée d'un véritable « cordon sanitaire ».

Au cours de l'année 1919, les Blancs lancent trois grandes offensives, mal coordonnées, contre les bolcheviks, qui tiennent le centre de la Russie.

En mars, l'amiral Koltchak organise, depuis ses bases de l'Oural, une offensive en direction de la Volga, sur un front très large. Après des succès initiaux, l'amiral est obligé de reculer pour n'avoir pas su coordonner stratégiquement ses mouvements avec ceux de l'armée de Denikine partie du Don vers l'Ukraine et Orel. Défait à Samara, Koltchak doit battre en retraite dans des conditions très difficiles, les paysans sibériens s'étant soulevés contre son gouvernement qui avait décidé le retour des terres aux anciens propriétaires fonciers. Pourchassé par les partisans, il est fait prisonnier et fusillé près d'Irkoutsk, en février 1920.

Parti de la région du Don, le général Denikine lance à son tour, en juin 1919, une grande offensive – appuyée au nord-ouest par le général Ioudenitch – vers Moscou, sur un front de 700 km de Kiev à Tsaritsine. En septembre, ses troupes atteignent Voronej, Koursk, Orel, à moins de 400 km de Moscou, alors que le général Ioudenitch parvient à une centaine de kilomètres de Leningrad. Une puissante contre-offensive de l'Armée rouge, aidée par des insurrections paysannes sur les arrières des Blancs, qui pratiquent – comme les Rouges – une impitoyable politique de réquisitions en hommes comme en produits agricoles, oblige les Blancs à la retraite, les repoussant vers le sud, jusqu'en Crimée, où Denikine cède le commandement des restes de l'armée (moins de 40 000 hommes) au baron Wrangel, qui poursuit la résistance jusqu'en novembre 1920.

B) On ne peut comprendre la guerre civile en Russie si l'on fait abstraction du problème des nations. La dimension nationale caractérise un second ensemble d'affrontements. La révolution d'Octobre accélère les tendances centrifuges que les bolcheviks semblent, au début, cautionner, notamment par la « Déclaration des droits des peuples de Russie » et le « Décret sur les nationalités » (15 novembre 1917). En reconnaissant l'égalité et la souveraineté des peuples de l'ancien Empire russe, le droit à l'autodétermination, à la fédération, à la sécession, ces textes invitent les peuples allogènes à s'émanciper de la tutelle du pouvoir central russe. Mais, comme le déclare bientôt Lénine, « le droit au divorce n'est pas l'obligation de divorcer ». En quelques mois, Polonais, Finnois, Baltes, Ukrainiens, Géorgiens, Arméniens, Azéris proclament leur indépendance. Débordés, les bolcheviks subordonnent le droit des peuples à l'autodétermination à la nécessité de conserver le blé ukrainien, le pétrole et les minerais du Caucase – bref, de préserver les intérêts vitaux de l'État soviétique, un État qui s'affirme, du moins sur le plan territorial, l'héritier de l'ex-Empire russe. La guerre civile apparaît ainsi comme une guerre de reconquête, par le centre – russe et bolchevique –, d'une partie des nationalités (Ukrainiens, Géorgiens, Azéris, Arméniens) qui s'étaient émancipées dans le cours trouble, propre aux tendances centrifuges,

des révolutions de 1917. Sur le front des nationalités, le cas le plus emblématique – et le plus complexe – est celui de l'Ukraine. Le chaos institutionnel, politique et militaire qui y règne de 1918 à 1921 (de janvier 1918 à décembre 1919, Kiev change 13 fois de maître !) témoigne des difficultés rencontrées par les bolcheviks pour régler la question nationale ukrainienne. Quant à la reconquête du Caucase, qui ne s'achèvera qu'au début de 1921, elle témoigne de la méconnaissance profonde, de la part de Moscou, des réalités locales, comme de la faiblesse du bolchevisme transcaucasien face à ses rivaux politiques (mencheviks en Géorgie, Dashnaks en Arménie, Mussavatistes en Azerbaïdjan).

C) Une troisième dimension de la guerre civile est celle du « front intérieur » : les conflits entre les autorités – qu'elles soient « rouges » ou « blanches » – et tous ceux qui s'opposent aux mesures autoritaires (conscription, réquisitions, suspension des libertés fondamentales) prises par chaque camp. Dans les régions tenues par les bolcheviks, c'est la « lutte de classes » contre les ci-devant, les bourgeois, le clergé, les « koulaks » – bref, contre tous les « éléments socialement étrangers », incarcérés comme « otages » dans les camps de concentration de la Tcheka, la chasse aux militants des partis libéraux, socialiste-révolutionnaire et social-démocrate (menchevik) interdits les uns après les autres. Dans les zones tenues par les Blancs, tous les éléments soupçonnés de possibles sympathies « judéo-bolcheviques » sont systématiquement pourchassés et des pogromes encouragés. Mais la lutte sur le « front intérieur » de la guerre civile est avant tout celle menée par les millions de paysans, déserteurs et insoumis, ceux que les « Rouges » comme les « Blancs » nomment les « Verts », et qui jouent un rôle souvent décisif dans l'avancée ou la déroute de l'un ou l'autre camp. À l'été 1919, les désertions et les révoltes paysannes contre la conscription dans l'Armée rouge et les détachements de l'« armée de réquisition » bolchevique favorisent la progression de l'armée de Denikine. Quelques mois plus tard, le soulèvement des paysans sibériens exaspérés par le rétablissement des droits des propriétaires fonciers précipite la déroute de l'amiral Koltchak. En Ukraine, se développe, sous la direction de l'anarchiste Nestor Makhno, un authentique mouvement paysan opposé aussi bien aux Blancs qu'aux Rouges. Dans la province de Tambov – pour ne citer que cet exemple –, les partisans paysans d'Antonov tiennent les campagnes deux ans durant. La guerre civile russe est aussi un immense soulèvement paysan, une guerre des campagnes contre toute forme d'ingérence extérieure, contre la ville, pour le maintien de la propriété familiale, la sauvegarde de l'exploitation, la pérennité de la commune villageoise comme mode ancestral de *self-government* paysan.

Des trois guerres civiles, les bolcheviks en remportent deux – contre les Blancs et les nationalités de l'ex-Empire russe. Dans la troisième – contre la paysannerie –, ils devront composer.

III. Le « communisme de guerre »

Le « communisme de guerre » désigne l'ensemble des mesures extraordinaires, souvent largement improvisées, prises par le régime bolchevique – de l'été 1918 au printemps 1921 – pour faire face à la guerre civile et à l'intervention militaire alliée. Mais le communisme de guerre n'est pas seulement la réponse d'un pouvoir engagé dans une guerre totale dont dépend sa survie ; c'est aussi une improvisation, une expérimentation, largement utopique, ayant pour objectif « le passage immédiat à la production et à la répartition communistes » (Lénine).

Les bolcheviks sont arrivés au pouvoir sans programme économique précis, dans un pays à l'économie délabrée par plus de trois années de guerre et de révolution. Les circuits d'échanges entre villes et campagnes ne fonctionnent plus, les transports sont désorganisés ; la production industrielle, minée par les grèves et les *lock-out* patronaux, a chuté de 75 % par rapport à l'avant-guerre. Après avoir rejeté les expériences, vouées à l'échec dans des conditions aussi catastrophiques, d'autogestion ouvrière, les bolcheviks prônent le modèle, inspiré partiellement de l'expérience allemande, qui fascine tant Lénine, du « capitalisme d'État ». Étant donné le retard économique de la Russie, le passage au communisme ne se fera pas, contrairement aux prévisions de Marx, par le « dépérissement » de l'État, mais, au contraire, par le contrôle étatique sur toutes les sphères de l'économie.

1. Une économie étatisée, une société mobilisée

Le « communisme de guerre » est ainsi marqué par une longue suite de mesures qui vont concentrer toutes les ressources matérielles, alimentaires et humaines du pays dans les mains du pouvoir central. Après avoir nationalisé les banques (27 décembre 1917), la flotte marchande (23 janvier 1918), le commerce extérieur (22 avril 1918), le gouvernement procède, le 28 juin 1918, à la nationalisation générale de toutes les entreprises ayant un capital supérieur à un demi-million de roubles. En 1919, la nationalisation est étendue à toutes les petites entreprises. Un décret du 21 novembre 1918 établit le monopole d'État sur le commerce intérieur ; tous les magasins sont « municipalisés ». Les produits de grande consommation sont rationnés, les salaires versés en nature. Dans un grand élan d'utopie, les bolcheviks envisagent même d'abolir l'argent ou, du moins, d'en limiter très fortement la circulation. Le paiement des services est progressivement aboli : eau, électricité, chauffage, poste, bains publics, transports, logement – tout est fourni gratuitement par l'État. Ces expérimentations, qui touchent principalement une minorité de la population vivant dans les villes, se heurtent à un obstacle fondamental : la résistance du monde rural, dont dépend la survie de la population urbaine. Dans une économie où les circuits de distribution, tant au niveau des moyens (dégradation des communications, notamment ferroviaires) que des motivations (absence de produits manufacturés n'incitant pas le paysan à vendre), sont rompus, comment relancer les échanges ? Deux options s'offrent aux bolcheviks : rétablir un semblant de marché dans une économie en ruine, ou utiliser la contrainte. Ils choisissent la seconde, en introduisant (mai 1918) la réquisition forcée du blé par des « détachements de ravitaillements » formés d'ouvriers et de militants bolcheviques. Ces détachements sont censés recevoir, sur place, l'appui des « comités de paysans pauvres » chargés de réquisitionner les surplus agricoles chez les paysans aisés. L'organisation de ces comités de paysans pauvres, à l'été 1918, témoigne du manque total de connaissance des bolcheviks de la société paysanne. Ils l'imaginent profondément divisée, suivant un schéma marxiste simpliste, en classes antagonistes – paysans riches (*koulaks*), moyens (*seredniaks*), pauvres (*bedniaks*), ouvriers agricoles (*batraks*), alors qu'elle est avant tout solidaire face au monde extérieur, aux agents venus de la ville. La réquisition, étendue en 1919-1920 à l'ensemble des produits agricoles, provoque des milliers de révoltes paysannes, qui culminent en 1920-1921 en une véritable guerre paysanne.

La réquisition des produits agricoles s'avère peu efficace ; en 1919, le plan de réquisition de céréales n'est rempli qu'à 39 % ; en 1920, à 34 %. L'interdiction du libre commerce et la multiplication des pénuries dans les villes de plus en plus mal ravitaillées encouragent le développement d'un marché illégal florissant. La monnaie ayant presque disparu, on en revient à l'échange en nature : la population des villes en est réduite à transporter à la campagne tous les « restes glorieux de la Russie impériale » en échange de quelques livres de

farine. L'effondrement de l'économie, la faim dans les villes, le « partage noir » des terres poussent des millions de citadins vers les campagnes. Les ouvriers désertent les usines, arrêtées faute de combustible, et retournent dans les campagnes, à la recherche de moyens de subsistance. C'est le temps des *mechotchniki* (« porteurs de sacs »), contre lesquels les autorités tentent, en vain, de lutter en renforçant la chasse à toute personne portant un sac « suspect ».

Face à la résistance du corps social, le régime multiplie les mesures coercitives et tente de mobiliser la société. Il alterne initiatives symbolisant le nouveau « contrat social », telle l'instauration des fameux samedis communistes, travail « volontaire » des jours de congé, initié par les membres du Parti puis rendu obligatoire pour tous, et mesures coercitives, telle l'introduction du livret de travail (juin 1919), censé limiter la mobilité de la main-d'œuvre, ou la « mobilisation générale du travail » (avril 1919), obligatoire pour tous les citoyens de 16 à 50 ans. La tentative la plus extrême d'enregistrement des travailleurs est le projet, initié par Trotski, de transformer l'Armée rouge en une « Armée du travail » et de militariser les chemins de fer. Des essais – peu probants – sont faits dans un certain nombre de régions : les chemins de fer d'Ukraine sont militarisés ; tout mouvement de grève y est assimilé à une trahison. Après sa victoire sur Koltchak, la III^e armée de l'Oural devient (janvier 1920) la I^{re} armée révolutionnaire du Travail. Ces mesures parachèvent une dictature politique de plus en plus pesante.

2. Dictature politique, militarisation et terreur

Les années du « communisme de guerre » voient, en effet, la mise en place d'une dictature politique, au terme d'un double processus qui s'étale sur plusieurs années :

- élimination ou subordination au Parti bolchevique des institutions autonomes nées au cours de l'année 1917 (soviets, comités d'usine, syndicats) ;
- élimination des partis non bolcheviques.

Ce double processus (complété, en 1921, par une interdiction des fractions au sein même du Parti bolchevique) se déroule par étapes, à l'aide des moyens les plus divers : saisie, puis interdiction des journaux non bolcheviques, arrestation de dirigeants politiques et mise hors la loi des partis d'opposition, mesures bureaucratiques de contrôle et de dessaisissement des institutions autonomes, terreur exercée par la police politique (Tcheka).

Les syndicats, dont un grand nombre n'étaient pas d'obédience bolchevique (cheminots, postiers, typographes, employés, etc.), sont soit dissous, soit réduits au rôle de « courroie de transmission ».

Quant aux partis politiques, ils sont progressivement éliminés, selon des modalités diverses. Les constitutionnels-démocrates (« K-D ») sont proscrits comme « ennemis du peuple » dès le 28 novembre 1917. Les socialistes-révolutionnaires « de droite », pris entre deux feux, celui des bolcheviks et celui de la contre-révolution monarchiste, se divisent et se désagrègent dès l'automne 1918. Les socialistes-révolutionnaires « de gauche », alliés des bolcheviks jusqu'en mars 1918, sont éliminés après avoir – maladroitement – tenté un « coup d'État » à Moscou, les 6 et 7 juillet 1918. Quant aux anarchistes qui, aux côtés des sr de gauche, avaient été un temps les « compagnons de route » des bolcheviks, ils sont traités comme de vulgaires « droit commun ». Pratiquant, autant que possible, une stratégie d'opposition légale, les

mencheviks, fortement implantés dans les soviets et les syndicats ouvriers, résistent plus longtemps ; leur audience, dans les milieux syndicaux, est à son zénith au début de 1921, lorsque les bolcheviks lancent une gigantesque rafle qui décapite le Parti menchevique.

L'arme principale de la répression bolchevique est la Tcheka, instituée le 7 décembre 1917 sur la proposition de F. Dzerjinski, son premier président. Les effectifs de cette nouvelle police politique ne cessent de s'accroître : 1 000 hommes en avril 1918, 37 000 en janvier 1919, 143 000 en février 1921. Dès septembre 1918, « en réponse » aux attentats du 30 août contre Ouritski, chef de la Tcheka de Petrograd, et Lénine, la Tcheka déclenche une « Terreur rouge », qui fait des dizaines de milliers de victimes. La Tcheka expérimente deux instruments de répression, inconnus dans la Russie prérévolutionnaire, le système des otages et le camp de travail, institution promise à un grand développement. Il existe, en fait, au cours de la guerre civile, deux systèmes de camps : l'un dépendant du NKVD (Commissariat du peuple à l'Intérieur), où sont enfermés ceux qui ont déjà été condamnés par un tribunal ; l'autre, du ressort de la Tcheka, qui regroupe les « ennemis de classe » arrêtés préventivement en vertu d'une simple mesure administrative.

3. Communisme de guerre et victoire du régime

Les mesures dictatoriales imposées par la politique du « communisme de guerre » contribuent, de manière décisive, à la victoire d'un régime auquel les Grandes Puissances ne donnaient, en 1918, pas la moindre chance de survie. Grâce à une organisation rigoureusement centralisée, à la militarisation intégrale de l'économie, à la terreur, les bolcheviks parviennent à mettre sur pied deux armes redoutables : la Tcheka et l'Armée rouge. Malgré un taux de désertions encore très important, l'Armée rouge, réorganisée sur la base de la conscription (décret du 9 juin 1918) et encadrée par des officiers de carrière ralliés au nouveau régime, représente une force considérable (800 000 hommes fin 1918, 5,5 millions fin 1920), qui bénéficie de toutes les priorités économiques comme de sa position stratégique au centre du pays, dans les seules régions pourvues d'un réseau relativement dense de chemins de fer et de routes permettant d'acheminer des troupes sur n'importe quel endroit du front pour y obtenir un avantage temporaire, mais décisif.

Les bolcheviks développent aussi avec une rare maîtrise l'art de la propagande, qui prend les formes les plus inédites : cours d'alphabétisation politique, utilisation du cinéma, trains de propagande sillonnant le pays, édition d'affiches révolutionnaires, de tracts, de brochures, de journaux par millions, qui témoignent de la foi léniniste dans le Verbe. Ils offrent à ceux qui les rejoignent des possibilités réelles d'intégration et de promotion dans le nouvel appareil d'État.

Mais la plus grande force des bolcheviks est sans doute leur capacité à lier question sociale et question nationale. Ils parviennent, malgré l'impopularité de leur politique de réquisitions, à se présenter à la fois comme les garants de la réforme agraire et comme les défenseurs de la mère patrie, menacée par les interventionnistes étrangers alliés des Blancs. Sur ces deux terrains décisifs, leurs adversaires, divisés par des ambitions personnelles, bons militaires mais piètres politiciens, commettent des fautes politiques qui leur sont fatales. Koltchak comme Denikine abolissent le décret bolchevique sur la terre, s'aliénant ainsi la masse des paysans. Ils se montrent intraitables vis-à-vis de toutes les oppositions démocratiques ou socialistes modérées, mécontentant de larges couches de la population urbaine qui n'étaient pourtant guère disposées à suivre les bolcheviks. Refusant enfin toute aspiration nationale, souvent ouvertement antisémites, les Blancs perdent le soutien des peuples allogènes de l'ex-

Empire tsariste.

Sur un point cependant, les bolcheviks, vainqueurs des Blancs, sont contraints de reculer : l'opposition des masses paysannes à la politique de réquisitions.

IV. La crise du « communisme de guerre » et le tournant de mars 1921

1. Révoltes paysannes, régression économique et archaïsation sociale

La dernière armée blanche vaincue, le régime doit affronter (automne 1920-été 1921) une flambée de révoltes paysannes. Le maintien de la politique de réquisitions suscite mécontentement et insurrections. Des dizaines d'« armées paysannes insurrectionnelles » se constituent en Sibérie occidentale et dans les provinces de Tambov et de Voronej. Dirigée par le militant socialiste-révolutionnaire Antonov, l'armée paysanne de Tambov compte, en janvier 1921, près de 50 000 combattants, contre laquelle le gouvernement bolchevique lance de véritables opérations militaires, conduites par le général Toukhatchevski, qui n'hésite pas à déporter les populations de centaines de villages.

Sur le « front des campagnes », le régime est confronté à un autre fléau, la famine, qui, en 1921-1922, ravage les provinces de la Volga. Une grande sécheresse, endémique dans ces régions, aggrave les dégâts causés depuis des années par les réquisitions. Malgré la création – tardive – d'un comité panrusse d'aide aux affamés, malgré le recours – encore plus tardif – à l'aide internationale (coordonnée par l'American Relief Administration), plus de cinq millions de personnes périssent des suites de cette terrible famine. Ces morts s'ajoutent aux deux millions de personnes emportées par le typhus au cours des années 1918-1921, aux 2,5 millions de tués de la Première Guerre mondiale et aux deux millions de victimes de la guerre civile.

Dans les villes, la situation, début 1921, est à peine moins grave. Le ravitaillement est mal assuré, la productivité du travail a baissé de 80 %. Faute de combustible et de matières premières, la plupart des usines ont fermé. La production industrielle n'est plus que de 12 % de celle d'avant-guerre. En général, la population urbaine (qui ne représentait, en 1917, que 18 % de la population totale) a fondu. En 1921, Moscou a perdu la moitié de ses ouvriers ; Petrograd, les deux tiers. La « classe victorieuse de la révolution » compte moins d'un million d'actifs. La fraction la plus « européenne » de la société russe – deux millions de citoyens appartenant en majorité aux classes possédantes de l'ancien régime, aux professions libérales, à l'intelligentsia – a émigré. La société russe émerge de la guerre civile plus archaïque, plus militarisée, plus paysanne.

2. Mutations et crise du Parti

Le Parti bolchevique doit faire face, en 1919-1920, à la fois à une crise d'identité et à des dissensions internes. Depuis octobre, le Parti a connu une croissance très rapide (200 000 membres début 1918, 450 000 en mars 1919, 750 000 en mars 1921) due pour l'essentiel à l'afflux de non-prolétaires, de petits fonctionnaires, de petits employés soucieux avant tout de

se trouver une place dans le nouvel appareil d'État. Le VII^e congrès du Parti (mars 1919) décide de procéder à une première grande « purge », au terme de laquelle près de 150 000 communistes (un tiers des effectifs) sont exclus, le plus souvent pour « carriérisme » ou « passivité politique ». Malgré cette purge, le flux des non-prolétaires continue ; en 1921, la « vieille garde » bolchevique (militants ayant adhéré avant février 1917) ne représente plus que 2 % des communistes. À nouveaux militants, nouveau « style de commandement », influencé par l'environnement militaire : la guerre civile contribue à la militarisation durable de la culture politique bolchevique, faite désormais de « campagnes » et de « mobilisations ».

Le Parti connaît aussi, en 1919-1920, sa première crise intérieure, lorsque se forment plusieurs fractions et groupes d'opposition (« Opposition ouvrière », animée par des dirigeants syndicaux, notamment A. Chliapnikov, l'un des rares dirigeants bolcheviques d'origine ouvrière, L. Loutovinov et L. Kisselev ; « Centralistes démocratiques », menés par T. Sapronov, N. Obolensky, V. Smirnov) critiquant l'autoritarisme dans la gestion économique et administrative, les tentatives de « militarisation du travail » et les « excès bureaucratiques » de la direction du Parti.

3. L'insurrection de Kronstadt (février-mars 1921)

Tandis que les militants bolcheviques débattent des huit plates-formes politiques proposées « pour discussion » avant l'ouverture du X^e congrès (prévue pour le 8 mars 1921), se produit un événement majeur, la révolte des marins et ouvriers de Kronstadt. Marins et ouvriers de cette base navale située au large de Petrograd avaient été, dès l'été 1917, les éléments les plus turbulents et les plus radicaux du Parti bolchevique. Adeptes de la « terreur », ils s'étaient ensuite rapprochés des anarchistes, critiquant la « dictature des commissaires bolcheviques ». La révolte commence le 28 février 1921, par la mutinerie de l'équipage du cuirassé *Petropavlovsk*. Réunis en assemblée générale, les mutins votent une longue résolution réclamant : la réélection des soviets au scrutin secret et au terme d'élections libres ; la liberté de parole et de presse pour toutes les forces socialistes ; l'égalité du rationnement ; la suppression des réquisitions et le rétablissement du marché libre. Le gouvernement bolchevique s'empresse de qualifier l'insurrection de « conspiration contre-révolutionnaire ». Le 2 mars, les insurgés forment un comité révolutionnaire provisoire et lancent un appel en direction du prolétariat de Petrograd pour qu'il « chasse les usurpateurs... et mette fin au régime des commissaires ». Conscient de la gravité de la situation, à un moment où les ouvriers multiplient grèves et arrêts de travail et où les paysans révoltés de Makhno et d'Antonov tiennent encore tête à l'Armée rouge, le gouvernement charge le général Toukhatchevski de liquider, avec les troupes spéciales de la Tcheka, l'insurrection. Après dix jours de combats acharnés, Kronstadt tombe le 18 mars 1921.

4. Le X^e congrès : un tournant majeur

Au moment même où les troupes conduites par Toukhatchevski engagent les opérations militaires contre les insurgés, le X^e congrès du parti ouvre ses travaux à Moscou. Ce congrès vote deux décisions fondamentales : l'une sur l'interdiction des fractions au sein du parti, règle qui allait durablement influencer la vie politique soviétique ; l'autre sur la substitution d'un impôt en nature aux réquisitions imposées depuis trois ans aux paysans, qui inaugure une « nouvelle politique économique », la NEP. Quelques jours après le congrès, la résolution sur l'impôt en nature est complétée par deux autres séries de mesures économiques : l'une légalise la liberté du commerce extérieur ; l'autre, l'octroi de concessions aux entrepreneurs

privés. En juillet 1921, les établissements employant moins de 21 personnes sont dénationalisés. L'État, cependant, conserve le contrôle exclusif des « hauteurs dominantes » – grandes entreprises, banques, richesses du sous-sol, monopole du commerce extérieur.

Pour Lénine, la nouvelle politique économique n'est pas une mesure conjoncturelle, temporaire. « La transformation de la psychologie paysanne, explique-t-il au X^e congrès, nécessitera des générations. » On ne peut y parvenir, selon lui, que par l'« alliance ouvrière et paysanne ».

Après quatre années de révolution et de guerre civile, Lénine aboutit à des opinions très voisines de celles que professaient, en 1917, presque tous les marxistes qui le combattaient, à savoir que le passage au socialisme demanderait du temps.

La libéralisation économique ne s'accompagne pas d'une démocratisation politique. Au contraire : le X^e congrès est suivi d'une reprise en main du Parti, qui se traduit notamment par une nouvelle purge (au terme de laquelle un quart des communistes sont exclus), d'une codification très stricte des règles d'adhésion (avec des périodes « probatoires » différenciées selon l'origine sociale du postulant), et d'un accroissement des pouvoirs et des compétences d'organismes restreints de l'appareil, notamment l'Orgburo (chargé de toutes les questions d'organisation), le Politburo (émanation du Comité central) et le secrétariat du Comité central. En mars 1922, Staline est nommé secrétaire général, avec Molotov et Kouibychev comme adjoints. Ce poste, d'apparence technique, va en fait permettre à Staline, entouré d'un certain nombre de fidèles de la « diaspora caucasienne » (Ordjonikidze, Nazaretian, Beria, Kirov), de contrôler les nominations des cadres et de s'assurer de solides appuis dans les appareils. L'accroissement des pouvoirs d'organes bureaucratiques de contrôle et de nomination, tel le secrétariat, se double d'une surveillance policière des membres des fractions condamnées au X^e congrès, qui en sont réduits à s'adresser (« Déclaration des 22 », février 1922) à l'Internationale communiste pour dénoncer la « dictature de l'appareil ».

Ainsi est parachevée, au début de 1922, l'« institutionnalisation du bolchevisme » (M. Ferro), d'un bolchevisme militarisé, bureaucratisé et plébéianisé, profondément transformé et marqué par l'expérience de quatre années de guerre civile et de « communisme de guerre ».

Chapitre II

Les années de la NEP (1921-1928)

Entre deux cataclysmes – la guerre civile et la collectivisation –, les années de la NEP apparaissent comme une pause, une trêve. C'est le temps des alternatives, des débats sur le fédéralisme, sur les voies de développement du pays, sur l'avenir du Parti et de la révolution. Le pays se reconstruit, les paysans recommencent à manger à leur faim, les ouvriers – du moins ceux qui ont du travail – jouissent d'une réelle protection sociale. Mais cette reconstruction, sur fond d'archaïsation sociale et d'autarcie, ne suit pas les voies vers lesquelles les bolcheviks souhaitent faire avancer le pays. La dictature politique et le volontarisme stalinien ne peuvent s'accommoder longtemps d'un développement économique et social qui leur échappe.

I. Le débat sur le fédéralisme et la formation de l'URSS

Au début de 1922, le pouvoir bolchevique a achevé la reconquête de territoires qui avaient, au cours des années précédentes, proclamé leur indépendance ou leur autonomie (Ukraine, Caucase, Turkestan). Il reste à définir un cadre fédéral. Cette question est l'occasion d'un affrontement majeur entre Lénine et Staline, commissaire du peuple aux nationalités.

Le 10 août 1922, une commission, présidée par Staline, est constituée afin d'élaborer un projet d'État fédéral. Présenté le 10 septembre, ce projet prévoit l'absorption des républiques par la RSFSR, dont le gouvernement deviendrait celui de la fédération. Accepté par l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Biélorussie, ce texte est rejeté par les Ukrainiens et les Géorgiens. Malade, Lénine ne prend connaissance du projet et des controverses qu'il soulève qu'à la fin du mois de septembre. Il ébauche alors une version totalement différente du projet, dans lequel la fédération unirait des républiques égales et non dominées par la Russie. Staline doit refaire sa copie, conformément aux instructions de Lénine. Ce nouveau texte est approuvé par le Comité central le 6 octobre 1922, puis par les partis nationaux. Cependant, les dirigeants géorgiens exigent que leur pays entre directement dans l'Union et non par le biais d'une fédération transcaucasienne. Staline et son représentant à Tiflis, Ordjonikidze, s'obstinent à imposer brutalement à la Géorgie une entrée indirecte dans l'Union. Scandalisé par l'attitude de Staline et d'Ordjonikidze, Lénine rédige, le 30 décembre 1922, une longue lettre aux communistes géorgiens, dans laquelle il « déclare la guerre au chauvinisme grand-russien ». Quelques jours avant d'être définitivement écarté par la maladie de toute activité politique, Lénine envoie une lettre à Trotski (5 mars 1923), à qui il demande de « prendre vigoureusement la défense de la Géorgie au Comité central ».

Entre-temps, le Politburo et le Comité central étaient passés outre la résistance géorgienne. Le 30 décembre 1922, le I^{er} congrès des soviets de l'URSS confirme le traité et la déclaration

d'union signés entre les quatre républiques (RSFSR, Ukraine, Biélorussie, Transcaucasie). Chaque république avait déjà sa constitution propre, mais la création de l'Union rend nécessaire l'adoption d'un texte commun, ratifié le 31 janvier 1924 par le II^e congrès des soviets de l'URSS.

La Constitution de 1924 consacre, du point de vue formel, l'union de nations égales en droit et souveraines. Elle proclame le droit des républiques à la sécession, comme la possibilité d'adhésion de nouvelles républiques socialistes. Malgré ses provisions fédérales, la Constitution de 1924 favorise la centralisation des décisions et le contrôle du centre sur les pouvoirs périphériques. Le système fédéral mis en place par cette Constitution est pensé comme une construction provisoire, « une pédagogie, une école d'internationalisme » (H. Carrère d'Encausse). Concession temporaire au retard de la conscience sociale, le fédéralisme soviétique est censé créer les conditions de son propre dépassement.

II. L'« alliance ouvrière et paysanne » : débats théoriques et réalités économiques

1. Prémisses théoriques et débats sur les voies de développement

Dans l'esprit de Lénine, la NEP, instaurée « pour de bon et pour longtemps » (« mais pas pour toujours », pensaient la plupart des dirigeants bolcheviques), devait reposer sur une « alliance ouvrière et paysanne ». À la différence de la politique industrialiste menée, depuis Witte, par le régime tsariste et de celle, incomparablement plus brutale, mise en œuvre par Staline dans les années 1930, la NEP était pensée comme une politique de développement équilibré, dans laquelle l'industrie et l'agriculture devaient s'épauler. Il ne fallait surtout pas, insistait Lénine dans ses derniers écrits (« Mieux vaut moins, mais mieux », « De la coopération »), « brusquer les choses », tâcher d'« inculquer par une propagande brutale les idées communistes dans les campagnes ». Au contraire, seule une « révolution culturelle » de longue haleine pourrait avoir raison de l'« ignorance semi-asiatique » des masses paysannes et ouvrir la voie, dans l'avenir, au socialisme.

Tout au long des années 1920, les problèmes soulevés par la mise en application de ce programme complexe, ambitieux et largement utopique suscitent de très vifs débats au sein du Parti. Deux lignes s'affrontent : une ligne dite « de gauche », défendue avec le plus de constance par Trotski, Preobrajenski et Piatakov, et une ligne dite « de droite », dont le principal théoricien est Boukharine. Dès 1923, Trotski met l'accent sur la nécessité de privilégier le développement industriel. La « crise des ciseaux » (différence entre les hauts prix industriels et les bas prix agricoles) ayant révélé la faiblesse d'une industrie incapable de fournir des produits bon marché, les priorités sont : l'abaissement du coût de la production, l'augmentation de la productivité, la fin de la « disette de marchandises », qui bloque le développement du marché intérieur et détourne le paysan du marché. Plus fondamentalement, la question de la productivité industrielle pose celle du financement des investissements, c'est-à-dire de l'« accumulation socialiste primitive » : pour Trotski, comme pour Preobrajenski, les capitaux nécessaires à l'industrialisation ne peuvent être obtenus que par un « pompage » des capitaux du secteur privé (essentiellement l'agriculture) au secteur socialiste. Ce « transfert » doit se faire par le biais d'un système fiscal pénalisant la

paysannerie (surtout aisée) et par l'inégalité des termes de l'échange.

Selon Boukharine, une telle politique ne peut que « tuer la poule aux œufs d'or ». Il faut, au contraire, satisfaire en priorité les besoins de la paysannerie, l'encourager à produire davantage, jouer à fond la carte de l'économie de marché. Tel est le sens de son célèbre discours du 17 avril 1925, au cours duquel il appelle les paysans à « s'enrichir, sans craindre aucune contrainte », et à avancer, grâce aux coopératives, « à pas de tortue », vers une économie socialiste. Jusqu'à la fin de 1927, Staline se garde bien de prendre une position claire vis-à-vis du problème crucial des voies de développement économique du pays. Il se détermine en fonction d'une stratégie politique à un moment donné, se posant en médiateur impartial entre les uns et les autres, avant d'appliquer, de façon caricaturale, brutale et extrême, une fois sa victoire politique assurée, le principe de l'« accumulation socialiste primitive » cher à ses adversaires « de gauche ».

2. Ambiguïtés et incohérences de la NEP

A) La NEP dans l'industrie

Si l'on s'en tient aux seuls chiffres de production, le bilan industriel de la NEP peut sembler assez satisfaisant : en 1927, le niveau de production de 1913 est retrouvé. Néanmoins, sur fond des débats ci-dessus évoqués, la politique industrielle reste incohérente. Cette incohérence est le reflet d'une ambiguïté fondamentale : tout en acceptant – avec réticence, à l'exception de N. Boukharine – la NEP, les dirigeants bolcheviques ne reconnaissent pas les lois du marché et considèrent que priorité doit être donnée au facteur politique dans la régulation de l'économie. Ainsi, les entreprises de l'industrie lourde, souvent non rentables, sont-elles maintenues en activité au nom de la geste révolutionnaire ; dans une conjoncture de pénurie, les trusts de l'industrie légère, organisés en cartels, profitent de leur situation d'oligopoles pour imposer des prix très élevés, qui ne peuvent satisfaire le consommateur, notamment rural ; les banques nationalisées et l'État dictent leur loi à un secteur privé, entravant son développement ; le monopole d'État sur le commerce extérieur, qui permet de fixer les prix à l'exportation sans référence aux prix intérieurs, déconnecte l'économie soviétique de l'économie mondiale. Le rythme modeste de la croissance industrielle entraîne la persistance puis l'accroissement d'un chômage (au moins deux millions de chômeurs citadins recensés en 1927) qui pèse de plus en plus lourdement sur le climat social et moral en milieu urbain, notamment ouvrier.

B) La NEP dans l'agriculture.

Globalement, la production agricole, dans les années 1925-1927, a retrouvé son niveau de 1913. Au-delà des chiffres globaux, cependant, un chiffre clé donne la mesure du problème de l'agriculture soviétique durant la NEP : en 1926, la quantité de céréales disponibles sur le marché est deux fois inférieure à ce qu'elle était en 1913. Non seulement le pays qui, dans les années 1905-1914, avait exporté, en moyenne, 11 millions de tonnes de céréales par an n'exporte plus, mais le ravitaillement des villes est, chaque année, remis en question par une paysannerie récalcitrante à vendre sa production à l'État. Cette situation est la résultante à la fois des faiblesses structurelles de l'agriculture, telle qu'elle était ressortie de sept années de guerre et de révolution, et de graves erreurs dans la politique économique du gouvernement.

La révolution au village s'est traduite par un nivellement économique ; la disparition des grands propriétaires fonciers et l'affaiblissement considérable de la couche des paysans aisés

(koulaks) limitent la quantité de céréales disponibles pour la vente hors du circuit villageois : ces deux catégories de producteurs fournissaient en effet, avant guerre, 70 % des céréales commercialisées.

La révolution au village a eu une autre conséquence, l'« archaïsation » de la société rurale. Cette « archaïsation » est marquée par une forte baisse de la productivité du travail (elle-même résultante d'une dégradation continue des moyens de production agricole), par la fermeture de la société rurale sur elle-même, par le blocage des circuits de mobilité rurale, par le retour à l'économie naturelle. Les années 1920 voient l'apogée de la commune paysanne, véritable *self-government* rural : ayant réussi à mettre en œuvre, dans l'esprit de l'égalitarisme paysan ancestral, le « partage noir » tant attendu, ayant fait plier les paysans qui avaient quitté la communauté paysanne à la faveur des réformes de Stolypine, la commune paysanne triomphe et décourage les plus entreprenants à s'installer indépendamment sur des lots consolidés, en pleine et entière propriété. Mais la solidarité villageoise joue aussi pleinement quand il s'agit de serrer les rangs des paysans contre les intrus de la ville, contre les représentants d'un pouvoir lointain et haï.

La politique des prix, menée par le gouvernement dans les années 1920, ne peut satisfaire la masse de la paysannerie : les produits manufacturés sont rares et chers ; les prix payés par les organismes de collecte coopératifs ou d'État pour les produits agricoles sont très bas. Face à cette situation, les paysans adoptent la seule attitude économiquement cohérente : ils consomment pour eux-mêmes. Cette attitude est dictée également par l'expérience traumatisante du « communisme de guerre » et par le souvenir des réquisitions : le paysan a compris qu'il ne fallait surtout pas montrer aux autorités ne serait-ce qu'un début d'aisance, qui eût vite fait de lui valoir la redoutable accusation d'appartenance à la couche des « koulaks ». Entre deux campagnes « antikoulak », le slogan boukharinien : « Enrichissez-vous ! », sonne faux.

III. Les luttes politiques pour le pouvoir (1922-1927)

1. « Le dernier combat de Lénine » (1922-1923)

Le 25 mai 1922, Lénine est victime d'une première attaque cérébrale. Avant d'être frappé par une nouvelle attaque, le 16 décembre, puis écarté définitivement de toute activité politique à la suite d'une troisième crise le 10 mars 1923, Lénine rédige un certain nombre de textes importants dans lesquels il exprime, sur plusieurs points fondamentaux, son désaccord avec Staline et son inquiétude devant l'évolution du parti. Durant sa maladie, Lénine dicte plusieurs notes et articles sur la question de sa succession, sur la réorganisation de l'appareil du parti, sur l'avenir de la NEP. Dans trois notes (23-31 décembre 1922, 4 janvier 1923) improprement appelées son « Testament », Lénine porte un jugement sur six de ses compagnons les plus importants. Selon lui, le principal danger, pour la stabilité et la cohésion de la direction du parti, réside dans la rivalité entre Trotski et Staline. Si Trotski est critiqué pour son « excessive assurance et son engouement pour le côté purement administratif des choses », Staline est jugé « trop brutal », voire dangereux « parce qu'il a concentré un pouvoir illimité » dont il n'est pas sûr « qu'il puisse toujours se servir avec assez de circonspection ». Dans sa note du 4 janvier 1923, Lénine écrit, sans ambages : « Je propose

aux camarades d'étudier un moyen pour démettre Staline de son poste. »

Autre thème des derniers écrits de Lénine : la question de la bureaucratisation du parti et du poids croissant d'institutions restreintes telles que le secrétariat, le Politburo et l'Orgburo. Lénine propose de redonner plus de poids au comité central, d'élire une nouvelle commission de contrôle, de réduire enfin l'immense appareil, dirigé par Staline depuis 1919, de l'inspection ouvrière et paysanne. Ces propositions s'avèrent trop tardives pour briser l'immense pouvoir acquis par le secrétariat, et par le secrétaire général en particulier.

Dernier grand thème abordé par Lénine : le futur même de la révolution bolchevique, réalisée, contre toute logique marxiste, dans un pays économiquement attardé, à mi-chemin entre l'Occident capitaliste et l'Asie, un pays « manquant de culture pour passer directement au socialisme ». Lénine reconnaît que les bolcheviks ont saisi le pouvoir selon le principe napoléonien (« On s'engage... et puis on voit ») en l'absence de structures économiques et sociales adéquates, établi la « dictature du prolétariat » alors qu'il n'existait pratiquement plus de prolétariat, rétabli partiellement le capitalisme après une révolution dite « socialiste ». À partir de ces prémisses faussées, deux dangers majeurs risquent d'être fatals à la révolution : la rupture de l'unité du parti, la rupture de l'« alliance ouvrière et paysanne ». C'est sur cette note désabusée, voire pessimiste, que s'achève la réflexion politique de Lénine.

2. Les premières luttes pour le pouvoir (1923-janvier 1924)

Le XII^e congrès du Parti, qui se tient quelques semaines après la dernière attaque de Lénine (mars 1923), est un congrès d'attente. Malgré les notes que Lénine lui avait transmises et dans lesquelles il critiquait vivement la politique menée par Staline, Dzerjinski et Ordjonikidze en Géorgie, Trotski n'intervient pas sur la question nationale, où la position de Staline est particulièrement fragile. L'unité de surface qui s'était fait jour au XII^e congrès ne dure pas. Le plénum du Comité central de septembre 1923 se divise sur deux questions : celle des « ciseaux » – une courte majorité se dégage en faveur d'un abaissement des prix industriels – et celle de la « discipline du Parti ». La proposition de Dzerjinski obligeant les communistes à transmettre à la police politique toute information en leur possession sur l'existence de « fractions » ou de « déviations » suscite une vive réaction : le 15 octobre, 46 vétérans de la Révolution adressent au Comité central une « Déclaration » dénonçant la « dictature de l'appareil ». Le Politburo fait condamner, par une très large majorité du Comité central la « Déclaration des 46 » comme « plate-forme fractionniste ». En même temps, le Politburo lance une vaste « discussion » (bien encadrée) sur la « démocratisation » du Parti. Critiquant cette parodie de discussion, Trotski publie, dans la *Pravda* du 11 décembre 1923, un texte intitulé « Le cours nouveau ». Aucune démocratisation, explique-t-il, ne peut se faire « d'en haut » ; l'appareil du Parti ne doit être qu'un simple exécutant de la « volonté collective ».

Tenue en l'absence de Trotski, malade, la XIII^e conférence (16-18 janvier 1924) condamne les thèses de l'opposition trotskiste, rejette les orientations « industrialistes » de Trotski et menace d'exclusion tous les communistes qui « répandraient des bruits non fondés et des documents interdits », allusion au « Testament de Lénine », dont le texte n'a toujours pas été officiellement divulgué.

3. Mort de Lénine, débuts du culte, captation de l'héritage (1924)

Lénine meurt le 21 janvier 1924. En quelques semaines s'instaure dans le pays tout entier un véritable culte de Lénine, qui débute par la création d'une « Commission de l'Immortalisation de la mémoire de V. I. Oulianov-Lénine », chargée notamment de l'embaumement du corps de Lénine et de l'érection de son mausolée. Très rapidement, Staline parvient à capter l'héritage léniniste en se posant comme l'exégète autorisé de sa pensée. Dès avril 1924, il donne, à l'université communiste Sverdlov, une série de conférences éditées dans un ouvrage intitulé *Les Bases du léninisme*. Du léninisme, Staline retient quelques idées simples, en priorité la nécessité de la discipline et de l'unité du Parti, avant-garde des masses. Ouvrage de vulgarisation, *Les Bases du léninisme* doivent être la première lecture « théorique » des quelque 200 000 nouvelles recrues du Parti de la « promotion Lénine », masse peu politisée, recrutée massivement, par ateliers entiers, parmi de jeunes ouvriers.

4. Seconde défaite de Trotski et rupture de la « troïka » (1924-1925)

Au lendemain du XIII^e congrès (mai 1924), marqué par une unanimité de façade, l'union tactique scellée début 1923 entre Staline, Zinoviev et Kamenev, dans le seul but d'éliminer l'opposition trotskiste, commence à se fissurer. Elle se maintient, néanmoins, durant l'année 1924, marquée, sur le plan des luttes internes, par la polémique déclenchée par l'ouvrage de Trotski, *Les Leçons d'Octobre* (octobre 1924). Ce texte développe, par une série d'analogies historiques, ce qui allait devenir le principal thème de la pensée trotskiste dans les années à venir – à savoir, la trahison de la Révolution par les forces « thermidoriennes ». Dans le débat, la partie est inégale : tandis que *Les Leçons d'Octobre* disparaissent de la circulation, toute la machine de propagande du Parti est mobilisée pour critiquer des bribes – détachées du contexte – du texte incriminé. Accusé quotidiennement par la presse, condamné par des centaines de résolutions adoptées par des « assemblées de militants », blâmé par le plénum du Comité central en janvier 1925, Trotski est contraint d'abandonner son poste de commissaire du peuple à la Guerre.

La défaite de Trotski scelle le sort de la « troïka ». L'année 1925 voit se développer une polémique, de plus en plus acerbe, entre Staline, soutenu par Boukharine, et Zinoviev, soutenu par Kamenev, Sokolnikov et la veuve de Lénine, N. Kroupskaïa. Le débat, centré sur les questions cruciales des voies de développement, de la nature de la NEP (retraite stratégique ou non), de la politique à mener vis-à-vis de la paysannerie, débouche sur un conflit entre les autorités centrales et l'organisation du parti de Leningrad (dirigée par Zinoviev). Les conférences préparatoires à la désignation des délégués du XIV^e congrès sont houleuses ; à la tête du secrétariat, Staline révèle ses talents de manipulation des hommes et des mandats. Au XIV^e congrès du Parti (18-31 décembre 1925), il se pose habilement en médiateur impartial entre Zinoviev et Boukharine. Dans une atmosphère très tendue, et face aux accusations lancées par Kamenev contre la « gestion dictatoriale du secrétaire général », Staline joue de l'esquive et de la rhétorique (« seule une direction collective peut conduire le Parti vers son but ») tout en faisant promouvoir au Politburo des alliés fidèles (Molotov, Vorochilov, Kalinine). À l'issue du congrès, le rapport d'activité de Staline est approuvé par 559 voix contre 65 (voix de l'opposition de Leningrad). Aussitôt après le congrès, le Politburo charge une commission de « mettre de l'ordre » dans l'organisation de Leningrad. En « travaillant » les organisations locales, déplaçant les responsables, la Commission parvient, en un mois, à obtenir un vote quasi unanime des communistes de Leningrad en faveur de la ligne adoptée au XIV^e congrès. Zinoviev est limogé de son poste et remplacé par Kirov, un proche de Staline.

5. L'« opposition unifiée » et la défaite politique de Trotski (1926-1927)

La rupture de la « troïka » entraîne la formation d'une nouvelle opposition, très hétérogène, regroupant Zinoviev, Kamenev, Trotski et ses amis (Radek, Preobrajenski, Piatakov, Antonov-Ovseenko, Mouralov, Serebriakov, etc.), et des militants du groupe de l'opposition ouvrière (emmenés par Chliapnikov). Ce regroupement hétéroclite reste très fragile, ces hommes ayant déjà perdu la majeure partie de leurs responsabilités, voire de leurs atouts idéologiques. Étant donné les multiples « filtres » et contrôles qui bloquent toute diffusion de pensée hétérodoxe, la crainte pathologique des « fractions » inculquée aux organisations de base, les idées de l'« opposition » n'ont guère de chance de descendre jusqu'à la base. Dans ces conditions, il ne reste plus aux opposants qu'à tenter de s'organiser clandestinement, en intervenant dans les réunions de cellule d'entreprises et d'université, notamment à Moscou et à Leningrad. Face à une opposition qui ne compte guère plus de quelques milliers de militants, le groupe stalinien, qui s'est encore renforcé à l'issue du plénum du Comité central de juillet 1926 (avec l'entrée au Politburo, à la place de Zinoviev et de Dzerjinski, terrassé par une crise cardiaque le 24 juillet 1926, de Roudzoutak, Mikoyan, Andreev, Kaganovitch, Ordjonikidze et Kirov), dispose de l'appareil du Parti et de la police politique, qui suit de près les activités des opposants. La force de la position stalinienne réside non seulement dans la maîtrise des mécanismes et des structures d'autorité au sein du Parti (acquise grâce à la place stratégique du secrétariat et à un sens aigu du clientélisme), mais aussi dans sa grande simplicité (« le socialisme dans un seul pays »), son extrême schématisation, qui la rend accessible à une majorité de militants peu éduqués et peu formés politiquement.

Craignant d'être débordées par les « extrémistes » de l'opposition ouvrière, six des personnalités les plus influentes de l'opposition – Trotski, Zinoviev, Kamenev, Sokolnikov, Evdokimov et Piatakov – publient, le 16 octobre 1926, une véritable déclaration de culpabilité, dans laquelle ils désavouent leurs activités « fractionnistes ». Le plénum du Comité central qui se réunit quelques jours plus tard (23-26 octobre 1926) sanctionne sévèrement les opposants : Trotski et Kamenev sont exclus du Politburo ; Zinoviev, écarté de la présidence du Komintern (confiée à Boukharine). C'est une opposition déconsidérée et affaiblie qui se présente, sans droit de vote ni possibilité de faire circuler ses propositions, devant la XV^e conférence du Parti (27 octobre - 3 novembre 1926).

C'est sans illusions que l'opposition, étroitement surveillée par la Guépéou, engage un dernier combat, à l'automne 1927. Elle présente un véritable programme de réformes demandant notamment que le prochain Comité central élu par le XV^e congrès soit à la fois « étroitement lié aux masses » et « indépendant de l'appareil ». Le Comité central ayant refusé que ce programme fût diffusé aux délégués du congrès, les opposants tentent de l'imprimer sur une presse clandestine. La Guépéou saisit ce prétexte pour « démanteler le réseau ». Le plénum du Comité central (21-23 octobre 1927) exclut Trotski et Zinoviev. Deux semaines plus tard, Trotski fait préparer par ses partisans, publiquement, un dernier coup d'éclat : le 7 novembre, pour le 10^e anniversaire de la Révolution, des manifestants, avec Zinoviev et Radek à Leningrad, Racovski à Kharkov, Trotski et Preobrajenski à Moscou, déploient au milieu de la foule des pancartes avec leurs mots d'ordre. Le 14 novembre, Trotski et Zinoviev sont exclus du Parti ; Kamenev et Racovski, du Comité central ; 93 autres militants en vue de l'opposition sont exclus lors du XV^e congrès du Parti (2-19 décembre 1927). Certains (Kamenev, Zinoviev) font leur autocritique ; la majorité (Trotski et ses partisans) refuse cette humiliation publique. Le 19 janvier 1928, la *Pravda* annonce le « départ » de Moscou de

Trotski et d'un groupe de 30 opposants ; deux jours auparavant, ceux-ci avaient été exilés à Alma-Ata.

IV. La fin de la NEP (fin 1927-fin 1929)

1. La « crise des collectes » de l'hiver 1927-1928

Consacré principalement au « rituel de liquidation » de l'opposition trotskiste, le XV^e congrès du Parti révèle des divergences croissantes entre le groupe stalinien, qui manifeste son hostilité envers les « capitalistes ruraux », et le groupe conduit par Boukharine et Rykov, hostile à une industrialisation inconsidérée. Peu après la fin du Congrès, le régime est confronté à une grave « crise des collectes » : malgré une bonne récolte, les paysans ne livrent aux organismes de collecte de l'État que 4,8 millions de tonnes de céréales (au lieu de 6,8 millions l'année précédente). La baisse des prix offerts par l'État, la cherté et le manque de produits manufacturés, la diminution de la pression fiscale, la désorganisation des agences de collecte concourent à ce que Staline qualifie aussitôt de « grève des koulaks ».

Face à cette situation, le groupe stalinien décide de recourir à des mesures d'urgence déjà expérimentées du temps du « communisme de guerre » : envoi de « détachements ouvriers » dans les campagnes, appel aux paysans pauvres pour découvrir les « stocks cachés », poursuites criminelles pour « spéculation ».

2. La défaite de l'« opposition de droite »

L'opposition à la politique de réquisitions s'amorce dès le plénum du Comité central d'avril 1928, au cours duquel est annoncée la découverte d'une entreprise de sabotage industriel dans la région de Chakhty (Donbass). Quelques semaines plus tard, 53 accusés, tous des « spécialistes bourgeois », comparaissent dans le premier procès public depuis le procès des sr (1922) : 11 sont condamnés à mort et 5 exécutés. Ce procès exemplaire témoigne du durcissement du climat politique et illustre un des mythes – celui du « saboteur-à-la-solde-de-l'étranger » – qui vont servir à mobiliser les militants. Au plénum du Comité central de juillet 1928, Staline explique que la NEP est dans une impasse et que la paysannerie devra payer un tribut élevé pour les besoins de l'industrialisation du pays, rendue urgente par l'« encerclement capitaliste ». Boukharine, « horrifié » – selon sa propre expression – par ces propos, qui mènent directement, selon lui, à « l'exploitation militaro-féodale de la paysannerie », fait paraître (30 septembre 1928), dans la *Pravda*, ses « Notes d'un économiste », véritable programme de l'opposition antistalinienne. Il y prône la réouverture des marchés, le relèvement des prix d'achat des céréales, la plus grande circonspection dans la création de kolkhozes, et une industrialisation « scientifiquement planifiée » qui tiendrait compte des possibilités d'investissements du pays sans pénaliser la paysannerie.

L'article de Boukharine rencontre peu d'échos. Pendant ce temps, Staline forge, en se gardant bien de donner des noms (qui eût cru que Boukharine ou Rykov, présidents du Conseil des commissaires du peuple, étaient à la tête d'une « dangereuse déviation » ?), le mythe d'une « déviation droitière, dont le but ultime est de créer les conditions permettant la restauration du capitalisme en URSS ». Réuni une nouvelle fois en novembre 1928, le plénum du Comité central condamne la « déviation droitière », avec laquelle Boukharine, Rykov et Tolski ont estimé prudent de se désolidariser. Désireux, une fois de plus, de préserver l'unité du Parti,

les leaders « droitiers » votent, après avoir menacé de démissionner et avoir obtenu des concessions mineures, des résolutions inspirées par Staline et contraires à leurs convictions. Cette attitude scelle leur perte : ayant en effet, dans un vote unanime du Politburo et du Comité central, condamné la « déviation droitiste » et approuvé la nouvelle ligne du Parti, ils ne peuvent plus exprimer leurs idées sans tomber sous le coup d'une double accusation de duplicité et de fractionnisme. Le 21 janvier 1929, jour de l'expulsion de Trotski en Turquie et cinquième anniversaire de la mort de Lénine, Boukharine rappelle, solennellement, ses conceptions dans un article de la *Pravda* (« Le Testament de Lénine »). Il y démontre la différence fondamentale entre le plan léniniste de coopération, « pacifique, progressif et librement consenti », et le projet stalinien de collectivisation, fondé sur la contrainte. Cette brillante démonstration ne convainc pas la majorité du Comité central, qui, à son plénum d'avril 1929, condamne les thèses de Boukharine. En mai 1929, celui-ci perd son poste de rédacteur en chef de la *Pravda*, avant d'être écarté de la présidence du Komintern. Tomski est remplacé par Chvernîk à la direction des syndicats ; Rykov démissionne de son poste de président du Conseil des commissaires du peuple. La Commission centrale de contrôle engage une vaste purge du Parti, qui, en quelques mois, se solde par 170 000 exclusions (soit 11 % des effectifs du Parti). Totalement discrédités par une campagne de presse d'une rare violence qui les accuse de « collusion avec les éléments capitalistes », les opposants sont contraints de faire publiquement leur autocritique au plénum de novembre 1929.

3. La fuite en avant (1929)

Tandis que se déroulent, au sommet, les divers épisodes de la lutte entre partisans et adversaires de l'abandon de la NEP, le pays s'enfonce dans une grave crise économique. Les résultats agricoles de l'année 1928-1929 sont catastrophiques. En dépit du recours à tout un arsenal de mesures coercitives, la campagne de collectes de l'hiver 1928-1929 rapporte moins de céréales que la précédente, tout en créant un climat de tension extrême dans les campagnes. En février 1929, les cartes de rationnement, disparues depuis 1922, font leur réapparition dans les villes, gagnées par une pénurie généralisée depuis la fermeture de la majeure partie des petits commerces et de l'artisanat. Cette pénurie provoque une flambée générale des prix, qui se répercute aussitôt sur le pouvoir d'achat des salariés.

Pour le groupe stalinien, la situation critique sur le « front agraire », due à « l'hostilité des capitalistes ruraux qui se préparent à miner le régime soviétique », ne peut être rétablie que par une collectivisation rapide des campagnes. Le plan quinquennal, ratifié par le congrès des soviets en avril-mai 1929, prévoit que 20 % environ des foyers paysans (cinq millions) rejoindront, avant 1933, des « associations d'exploitation agricole en commun » où la socialisation des biens ne devait concerner que les terres arables, sans pour autant que la propriété privée fût abolie et le cheptel mis en commun. À peine ratifié, le plan quinquennal est soumis à une série de révisions à la hausse : en septembre 1929, le gouvernement fixe, pour 1930, un objectif de 13 millions de foyers collectivisés. Menée *manu militari* par près de 150 000 ouvriers, étudiants, « activistes » du Parti, agents de la Guépéou, la campagne de collecte de l'automne 1929 permet de récupérer, malgré une récolte médiocre, 60 % de céréales de plus que l'année précédente. Encouragées par ces résultats, les autorités centrales incitent les organisations locales du Parti à rivaliser d'ardeur pour battre de nouveaux records. Les pressions sur les paysans vont s'amplifiant, tandis que le centre est inondé de rapports triomphalistes. Le 31 octobre, la *Pravda* appelle à la « collectivisation massive », sans aucune limite au mouvement. Le 7 novembre, Staline publie son fameux article « Le Grand Tournant », fondé sur une appréciation fondamentalement erronée, selon laquelle « le paysan moyen s'est tourné vers les kolkhozes ». Non sans certaines réserves, le plénum de novembre du

Comité central accepte le postulat stalinien d'un changement radical de l'attitude des paysans vis-à-vis des exploitations collectives et adopte un plan irréaliste de croissance industrielle et de collectivisation accélérée.

Chapitre III

Les années 1930, une décennie décisive

I. Le « Grand Tournant » (1929-1933)

1. La collectivisation forcée des campagnes

Comme le confirment les archives aujourd'hui accessibles, la collectivisation forcée des campagnes fut une véritable guerre déclarée par l'État soviétique contre toute une nation de petits exploitants. Un million de foyers paysans expropriés, 2 200 000 paysans déportés, plusieurs centaines de milliers envoyés en camp de travail, six millions de paysans morts de faim – ces quelques chiffres donnent la mesure de la tragédie humaine que fut ce « grand assaut » contre la paysannerie. Loin de se borner à l'hiver 1929-1930, cette guerre dura au moins jusqu'au milieu des années 1930, culminant au cours de l'année 1932, suivie, en 1933, d'une terrible famine.

Le 27 décembre 1929, Staline lance le mot d'ordre de « liquidation des koulaks en tant que classe ». Une commission, présidée par Molotov, classe les « koulaks » en trois catégories : ceux de la première, « engagés dans des activités contre-révolutionnaires », seront arrêtés, puis envoyés en camp de travail ; ceux de la deuxième, définis comme « les paysans les plus riches, mais moins activement engagés dans des activités contre-révolutionnaires », seront déportés ; ceux de la troisième, qualifiés de « loyaux envers le régime », seront arrêtés et transférés « dans les limites de leur région, hors des zones prévues pour être collectivisées, sur des sols nécessitant une bonification ». Fondée sur des critères incertains et subjectifs, la dékoulakisation, menée par des « activistes » locaux du Parti, des fonctionnaires de l'OGPU, « conseillés », sur le terrain, par des « paysans pauvres », se déroule dans le plus complet désordre et l'arbitraire le plus total, et tourne souvent au règlement de comptes. Qui est koulak, qui ne l'est pas ? Pour les autorités locales, seul compte le « chiffre indicatif » de koulaks arbitrairement fixé à Moscou – entre 3 et 5 % des exploitants. Dans certains districts, 80 à 90 % des paysans « dékoulakisés » sont des paysans moyens, qualifiés de « koulakisants » dès lors qu'ils s'opposent à la collectivisation.

La collectivisation forcée se heurte à de vives résistances : près de 14 000 tumultes, désordres, manifestations de masse, émeutes et rébellions éclatent au cours de l'année 1930 (dont plus de 8 000 pour les seuls mois de février-mars). Ces résistances contraignent, fait unique durant l'ensemble de la période stalinienne, le groupe dirigeant au pouvoir à reculer et à proclamer une pause dans le rythme effréné de collectivisation. Dans un long article, paru le 2 mars 1930 sous le titre « Le vertige du succès », Staline condamne « les nombreuses entorses au principe du volontariat dans l'adhésion des paysans aux kolkhozes », critique les « excès de la dékoulakisation » et rejette tous les « abus » sur les autorités locales. Cet article jette le trouble dans les esprits, accroît le désordre et le désarroi, tandis que des millions de paysans quittent en masse les kolkhozes. De 58 % au 1^{er} mars, le pourcentage de foyers

collectivisés redescend à 21 % début juillet 1930.

Encouragé par une bonne campagne de collecte, qui rapporte à l'État trois fois plus de céréales qu'en 1928, le régime reprend, dès l'automne 1930, ses pressions sur les paysans : les districts récalcitrants à la collectivisation sont privés de tous biens manufacturés, les paysans individuels sont lourdement taxés, de nouvelles campagnes de dékoulakisation sont lancées. Au 1^{er} juillet 1931, le pourcentage des foyers collectivisés est remonté au niveau du 1^{er} mars 1930 (57,5 %). À l'automne 1931, face aux médiocres résultats agricoles, les autorités accroissent encore les prélèvements obligatoires sur la récolte des kolkhozes. À ce prix, l'État tire d'une récolte très médiocre (69 millions de tonnes) un chiffre record de collecte (22,8 millions de tonnes), qui lui permet d'exporter plus de cinq millions de tonnes pour financer des achats d'équipements industriels. Ce prélèvement autoritaire d'un tiers de la récolte (allant, dans certains kolkhozes, jusqu'à 80 %) désorganise totalement le cycle productif. Il suffit de rappeler que, sous la NEP, les paysans ne commercialisaient que 15 % environ de leur récolte. Entre les paysans, décidés d'user de tous les stratagèmes pour conserver une partie de leur récolte, et les autorités locales, obligées de remplir le plan de collecte, le conflit est inévitable. Des centaines de milliers de kolkhoziens sont condamnés à de lourdes peines de camp, en vertu de la loi du 7 août 1932, pour avoir coupé des épis avant la moisson. Plus d'un tiers des présidents de kolkhoze sont révoqués, au cours de 1932, pour « s'être livrés à des activités antiétatiques de sabotage des collectes ». Au bout de ce cycle de prélèvements prédateurs-résistance-répression, de terribles famines, totalement passées sous silence par les autorités. Entre 1931 et 1933, ces famines frappent plusieurs dizaines de millions de personnes. Les régions les plus touchées sont le Kazakhstan où le régime a lancé une vaste opération de sédentarisation des éleveurs nomades et semi-nomades (entre 1,1 et 1,4 million de personnes disparaissent sur une population kazakhe de 4 millions), les régions de la Volga (400 000 morts), du Kouban (500 000 morts) et surtout l'Ukraine (environ 4 millions de morts). Jusqu'à l'été 1932, la famine ukrainienne, qui s'annonce déjà, s'apparente aux autres famines, conséquences directes, mais non prévues, non programmées, des politiques d'inspiration idéologique mises en œuvre depuis 1930. Mais, à partir de l'été 1932, la famine ukrainienne change de nature dès lors que Staline décide d'utiliser l'arme de la faim, d'amplifier intentionnellement la famine pour punir les paysans ukrainiens qui, selon lui, « mènent une guerre de sape » contre le pouvoir soviétique. Le terme qui sert à désigner aujourd'hui, en Ukraine, la famine, *Holodomor*, est explicite : il résulte de la fusion des mots *golod* (« la faim ») et *moryty* (« tuer par privations, affamer ») : il met clairement l'accent sur l'aspect intentionnel, génocidaire, du phénomène. Qualifié de génocide par le Parlement ukrainien en 2003, le *Holodomor* a été cependant très différent de l'Holocauste. Il n'avait pas pour but l'extermination de la nation ukrainienne dans sa totalité. Il ne reposa pas sur le meurtre direct des victimes. Il fut motivé et élaboré sur la base d'une rationalité politique et non pas sur des fondements ethniques ou raciaux. Toutefois, par le nombre de ses victimes, le *Holodomor*, replacé dans son contexte historique, est le seul événement européen du xx^e siècle qui puisse être comparé aux deux autres génocides, le génocide arménien et la Shoah.

2. Le I^{er} plan quinquennal : industrialisation, révolution culturelle et sociale

Dès janvier 1930, les objectifs, déjà plusieurs fois révisés à la hausse, du I^{er} plan sont encore majorés : désormais, il est question de produire, à la fin du quinquennat, 120 millions de tonnes de charbon (au lieu des 75 millions initialement prévus), 45 millions de tonnes de pétrole (22 millions prévus), 20 millions de tonnes de fonte (au lieu de 10 millions), 450 000

tracteurs, construire plus de 2 000 usines nouvelles. Le XVI^e congrès du Parti (juin-juillet 1930) consacre la victoire des partisans d'un rythme toujours plus rapide. Les objectifs deviennent des « défis » que les entreprises d'« avant-garde » se doivent de relever, en présentant des « contre-plans », réalisés grâce à l'« émulation socialiste » entre brigades d'« ouvriers de choc ». Des centaines de chantiers sont mis en route, mais restent inachevés, faute de matières premières, d'équipement, de moyens de production et de main-d'œuvre qualifiée. À la fin de 1930, 40 % des investissements industriels sont gelés en programmes inachevés. La gestion administrative à court terme des ressources – résultat d'une totale improvisation – tend à remplacer la planification. Palliatif destiné à réduire les conséquences les plus immédiates des contradictions entre les « plans » économiques et les possibilités réelles, cette gestion administrative allait rester, pendant des décennies, une des caractéristiques majeures du « système administratif de commandement » propre à l'économie soviétique.

La mise en place d'un tel système génère inévitablement de très fortes tensions sur les institutions comme sur les individus. Ces tensions se traduisent par un double mouvement d'élimination ou de neutralisation des anciens cadres et spécialistes économiques non communistes, sceptiques à l'égard du « Grand Tournant », et de promotion d'une « nouvelle intelligentsia technique », acquise, parce qu'elle en est la principale bénéficiaire, à la nouvelle politique.

Au cours des années 1928-1931 se développe une vaste campagne contre les « cadres bourgeois ». Des dizaines de milliers de fonctionnaires du Gosplan, du Conseil suprême de l'économie nationale, des Commissariats du peuple à l'Agriculture et aux Finances sont limogés sous prétexte de « déviation droitière » ou d'appartenance à une « classe socialement étrangère ». En quatre ans (1928-1931), 1 256 000 fonctionnaires sont contrôlés ; 138 000 (11 %) sont exclus de la fonction publique. Au cours de l'hiver 1932-1933, une nouvelle « purge » élimine 153 000 autres fonctionnaires. Dans les entreprises, la hantise du sabotage rend très précaire la position des cadres et « spécialistes bourgeois ». Plusieurs grands procès, certains à huis clos (procès des « spécialistes du Conseil suprême de l'économie nationale », du « Parti paysan du travail »), d'autres publics (procès du « Parti industriel »), entretiennent le mythe du sabotage.

Parallèlement, le régime entreprend, dès l'été 1928, une vaste opération de promotion de communistes (souvent d'origine ouvrière) à des postes de responsabilité. Quelques chiffres donnent la mesure de cette politique de promotion, dont l'un des buts est de créer un consensus social autour du programme d'industrialisation accélérée : en quatre ans, le nombre de places dans les « universités ouvrières » passe de 50 000 à 285 000 ; plus de 140 000 ouvriers sont promus « sur le tas » à des postes de techniciens, cadres, directeurs d'entreprise ; 660 000 ouvriers membres du Parti quittent l'usine pour un travail dans l'administration ou pour faire des études. Les étudiants des écoles d'ingénieurs forment le contingent le plus significatif des *vydvizhentsy* (les « promus ») qui, à partir de 1936-1937, vont assurer la relève des représentants de la « vieille garde bolchevique », d'une quinzaine d'années à peine leurs aînés, éliminés par les purges.

Cette politique de promotion contribue à modifier profondément la composition d'une classe ouvrière en pleine mutation. Elle vide les usines des ouvriers les plus expérimentés, tandis qu'affluent des campagnes des millions de nouveaux venus. Au cours du I^{er} plan, le nombre des ouvriers (industrie et construction) passe de 3,7 à 8,5 millions. Le chômage ouvrier ayant été résorbé en deux ans, la grande majorité des nouvelles recrues ouvrières sont des paysans fuyant la collectivisation. En 1930-1931, sept millions d'entre eux s'établissent en ville, sept autres millions s'embauchent, pour un travail saisonnier, sur les chantiers. Faire entrer dans le

monde de l'usine cette main-d'œuvre, lui apprendre en même temps à se servir de machines, à s'habituer à une nouvelle organisation du travail, à lire, à respecter l'autorité, à changer sa perception du temps, tout cela crée un immense traumatisme social et engendre de très vives tensions entre un régime soucieux d'efficacité et de productivité et un sous-prolétariat projeté dans un monde inconnu et hostile. La difficile adaptation de ces « nouveaux prolétaires » entraîne une série de « phénomènes négatifs », qui désorganisent durablement la production : absentéisme, instabilité du personnel, hooliganisme, production défectueuse, multiplication des accidents du travail. Le gouvernement réagit en sanctionnant sévèrement l'absentéisme (loi du 15 novembre 1932), en généralisant le salaire aux pièces, fondé sur le rendement, en instituant (fin 1932) pour les habitants des grandes villes et des cités ouvrières le passeport intérieur et la *propiska*, enregistrement obligatoire auprès de la police locale.

Au début de 1933, le plan quinquennal est déclaré achevé. Sans entrer dans la polémique des chiffres, on peut dégager quelques éléments d'un bilan :

- la croissance des biens d'équipement, des produits semi-finis de l'industrie lourde, des matières premières et des sources d'énergie a été forte, mais bien inférieure aux objectifs de 1929 ;
- la croissance des biens de consommation a été négligée (taux de réalisation des objectifs : 70 %) ;
- un énorme effort d'investissement a été réalisé (la part des investissements en capital fixe par rapport au PNB a été multipliée par 3,5) aux dépens d'une amélioration du niveau de vie de la population ;
- l'industrialisation s'est faite de manière extensive, sans tenir compte des coûts. Elle s'est accompagnée d'une forte inflation (augmentation des prix manufacturés de détail de 250-300 %), avec baisse d'environ 40 % du pouvoir d'achat des salariés ;
- la régression de 8 % de la productivité, qui devait, d'après le plan, s'accroître de 110 %, témoigne, à elle seule, des difficultés du I^{er} plan et des résistances à l'industrialisation accélérée.

Effrénée, « bachique » (selon l'expression de N. Jasny), soumise à de continuelles improvisations, l'industrialisation accélérée a plongé le pays dans un état permanent de mobilisation générale, de tensions et de désordre social.

3. L'imposition de la dictature stalinienne : le Parti face au « Grand Tournant »

Après la défaite de l'opposition dite « de droite », Staline installe ses plus proches fidèles aux postes clés : Molotov à la tête du Conseil des commissaires du peuple, Ordjonikidze à la tête du commissariat du peuple à l'Industrie lourde, Kaganovitch aux Transports. Rapidement, Staline détourne à son profit exclusif le fonctionnement des instances collégiales de direction du Parti, au nom d'une nécessaire centralisation, rendue indispensable par la prolifération anarchique des bureaucraties du « système administratif de commandement ». Les réunions plénières du Politburo s'espacent (85 en 1930, 32 en 1933, 20 en 1935, 9 en 1936), remplacées par des réunions informelles regroupant, dans le bureau de Staline, le secrétaire général et ses plus proches collaborateurs. Staline instaure une dictature personnelle, très

interventionniste et « antibureaucratique », soucieuse de délégitimer en permanence les positions acquises et de casser les « cercles de famille » des nomenklaturas régionales. C'est dans ce contexte que s'inscrit la grande « purge » du Parti de 1933. L'ampleur de la purge, qui dure un an et demi (au lieu des cinq mois initialement prévus) et au terme de laquelle 18 % des communistes sont exclus (tandis que 15 % des effectifs « disparaissent dans la nature »), est à la mesure de la crise que traverse alors une organisation dont la croissance a été trop rapide. Entre 1928 et 1932, les effectifs du Parti sont passés de 1,5 à 3,7 millions. Loin d'être une organisation monolithique et disciplinée, le Parti est en réalité un microcosme social de plus en plus hétérogène, une lourde machine chaotique, un instrument de pouvoir rebelle et imparfait, une organisation où les tensions et les ferments de division s'accumulent.

II. La rupture et le complot (1934-1939)

1. Du XVII^e congrès à l'assassinat de Kirov

Le 26 janvier 1934 s'ouvre le XVII^e congrès du Parti, chargé de dresser le bilan du « Grand Tournant » et d'approuver les objectifs du II^e plan (entré en vigueur depuis un an). Ce « Congrès des vainqueurs » (selon le mot de Kirov) marque le triomphe de Staline, porté au sommet, y compris par les anciens opposants ralliés. Toutefois, derrière l'unanimité de façade, les débats « techniques » sur la définition des objectifs du II^e plan révèlent des désaccords entre partisans d'une ligne « superindustrialiste » (Staline, Molotov) et partisans d'une croissance plus équilibrée et réaliste (Ordjonikidze, Kirov). Au cours de ce congrès, Staline développe une argumentation très habile sur le thème des difficultés rencontrées dans la « construction du socialisme ». La ligne politique étant juste, les problèmes existant encore résultent d'une « rupture » entre ce qui a été décidé et ce qui a été fait. Cette « rupture » s'explique par « les faiblesses de l'organisation, le mauvais choix des cadres, l'absence d'autocritique, le bureaucratisme, la nonchalance criminelle des appareils locaux qui atténuent, déforment, ignorent les directives du Parti ». Le thème de la « rupture » annonce la figure du complot. La frontière est floue, en effet, entre la non-réalisation d'un objectif et le sabotage délibéré. Les figures de la rupture et du complot traduisent une formidable illusion politique ; elles sont, néanmoins, largement partagées par le « petit peuple », désorienté par le maelström du « Grand Tournant ». Incapable de mettre explicitement en question les conditions objectives du fonctionnement du système, celui-ci attribue la dégradation de son sort à des individus déterminés, cadres, fonctionnaires ou dirigeants locaux auxquels il a affaire. Aussi le discours « antibureaucratique » et populiste de Staline rencontre-t-il généralement l'adhésion de la « base ».

Le 1^{er} décembre 1934, S. M. Kirov, membre du Politburo, secrétaire de l'organisation du Parti de Leningrad, est assassiné à l'institut Smolny par le jeune communiste L. Nikolaev. Le gouvernement réagit aussitôt par des mesures exceptionnelles : décret autorisant l'instruction accélérée des affaires d'État et l'application, sans appel ni recours, de la peine de mort ; arrestation et exécution de centaines de « Gardes blancs » ; expulsion de milliers d'« éléments socialement étrangers » de Leningrad. Krivitsky et Orlov, deux agents des services secrets soviétiques passés en Occident, puis Khrouchtchev, dans son *Rapport secret* (1956), ont – à des degrés divers – accrédité l'idée selon laquelle Staline lui-même aurait commandité le meurtre de Kirov, rival potentiel, jeune, brillant et russe de surcroît. Cette thèse est aujourd'hui ébranlée. Il n'en reste pas moins que l'assassinat de Kirov, acte terroriste isolé, matérialise de façon éclatante la figure du complot et pèse, de façon décisive, sur le climat

politique, permettant d'entretenir une atmosphère de crise et de tension.

2. La montée des tensions (1935-1936)

Aussitôt après l'assassinat de Kirov, le Comité central adresse à toutes les organisations du Parti une circulaire secrète, qui appelle les militants à rechercher et à expulser du Parti tous les « sympathisants de Trotski, de Kamenev et de Zinoviev ». Cette circulaire s'inscrit en fait dans la campagne d'« échange des cartes du Parti » lancée à la fin du mois d'août 1934 pour tenter de mettre fin au désordre indescriptible qui régnait dans les fichiers du Parti. La version officielle de l'assassinat de Kirov, perpétré par un individu muni d'une « fausse » carte du Parti, démontrait de façon éclatante l'« immense importance politique » de la campagne d'échange des cartes. Néanmoins, la plupart des dirigeants locaux réagissent assez « mollement » à cette campagne : une stricte comptabilité des admissions, un contrôle centralisé de l'avancement, l'exécution de tout ordre venu de Moscou auraient, en effet, restreint leurs prérogatives et leurs pouvoirs, menacé leur domination sur tout un réseau de protégés et de « clients », supprimé la marge de manœuvre qui leur permettait encore de ménager les intérêts de la base, tout en présentant des bilans optimistes aux autorités centrales. Parallèlement à cette campagne visant à mettre au pas les appareils du Parti se développe une nouvelle offensive contre les cadres de l'économie soupçonnés de dissimuler les capacités réelles de production. C'est dans ce contexte qu'apparaît, à la fin de l'été 1935, le mouvement stakhanoviste. Le 31 août 1935, aidé par toute une préparation d'équipe, le mineur A. Stakhanov abat 102 t de charbon, soit 14 fois la norme. Aussitôt, cet exploit est récupéré par le pouvoir, qui voit là l'occasion de promouvoir une vaste campagne productiviste. Dès novembre 1935 se tient à Moscou une « Conférence des travailleurs d'avant-garde », durant laquelle Staline souligne le caractère « profondément révolutionnaire d'un mouvement libéré du conservatisme des ingénieurs, des techniciens et des directeurs d'entreprise ». Dans les conditions de fonctionnement de l'industrie soviétique, cette nouvelle campagne productiviste a des effets désastreux sur la production et multiplie les conflits et les tensions au sein des entreprises. Les difficultés économiques sont imputées aux « saboteurs du mouvement stakhanoviste » ; de nombreux cadres sont dénoncés par une « base » soucieuse de démontrer sa vigilance et son loyalisme ; les arrestations et les procès pour « sabotage » se multiplient, malgré l'opposition d'Ordjonikidze, qui prend la défense de « ses » cadres du commissariat du peuple à l'Industrie lourde.

C'est dans cette atmosphère tendue que, sur l'initiative de Staline, la police politique, dirigée par G. Iagoda, monte un grand procès politique public où comparaissent, dans un amalgame savant, d'anciens trotskistes, Zinoviev et Kamenev, quelques seconds rôles et des agents provocateurs. Après une préparation de l'opinion par la presse, le premier « procès de Moscou » s'ouvre le 19 août 1936. Au cours des trois journées d'audience, les 16 accusés confirment leurs aveux – seule base de l'accusation –, reconnaissent – contre toute vraisemblance – leurs contacts à l'étranger avec Trotski, leur participation au meurtre de Kirov, leurs complots contre Staline et d'autres dirigeants, impliquent enfin d'autres ex-opposants (dont Boukharine, Rykov, Piatakov) dans des « activités contre-révolutionnaires ». Tous sont condamnés à mort le 24 août et aussitôt exécutés. Ce procès, événement-spectacle, est l'occasion d'une exceptionnelle mobilisation idéologique, populaire et populiste, destinée à réaffirmer avec éclat l'union indéfectible du peuple avec son Guide. Parce qu'il démasque le complot, figure essentielle de l'idéologie stalinienne, ce grand procès politique, qui laisse stupéfait le monde entier, constitue – comme les autres qui allaient suivre – un « formidable mécanisme de prophylaxie sociale » (A. Kriegel).

3. La « Grande Terreur » de 1937-1938 : purge politique ou ingénierie sociale ?

Événements-spectacles, les trois grands procès de Moscou (août 1936, janvier 1937, mars 1938) ont durablement mis l'accent sur la face publique et politique de la « Grande Terreur ». Celle-ci aurait visé principalement les cadres politiques, militaires, économiques et intellectuels du régime, soumis à une purge plus sanglante et radicale que les purges précédentes. En réalité, les recherches récentes sur ce moment paroxystique de la violence stalinienne ont montré que, aussi spectaculaire et politiquement significative fût-elle, l'arrestation, suivie souvent de l'exécution, d'une fraction importante de la nomenklatura communiste n'a représenté, contrairement à une opinion encore couramment répandue, qu'une faible proportion des victimes de la « Grande Terreur » – quelques dizaines de milliers sur les 700 000 à 800 000 fusillés. La grande majorité des victimes (1 400 000 personnes condamnées par des juridictions d'exception, dont un peu plus de la moitié à la peine de mort) étaient des « citoyens ordinaires » déjà « ciblés » par la police politique au cours des années précédentes : « ex-koulaks » déportés, enfuis de leur lieu d'assignation à résidence ; « gens du passé » (élites sociales de l'ancien régime) ; éléments marginaux ou criminels chassés des villes dans le cadre des opérations de « passeportisation » de la population urbaine ; représentants de minorités nationales (citoyens soviétiques d'origine polonaise, allemande, finlandaise, balte) soupçonnés d'entretenir des relations avec des pays « hostiles » ; émigrés, etc. Comme l'ont montré les archives, récemment déclassifiées, du Politburo et du NKVD, la « Grande Terreur » a été programmée dans le cadre d'une dizaine d'opérations secrètes et centralisées, mises au point par Staline et Nikolai Iejov, le commissaire du peuple à l'Intérieur (nommé en septembre 1936), et lancées à partir d'août 1937. Pour la plus importante de ces opérations (opération 00447 dite « opération de répression des ex-koulaks, criminels et autres éléments contre-révolutionnaires »), des quotas d'exécution (« 1^{re} catégorie ») et d'incarcération en camp de travail pour une durée de dix ans (« 2^e catégorie ») ont été attribués par le Politburo et la direction du NKVD à chaque région. Au cours des quinze mois que dura l'opération, ces quotas furent très largement dépassés par les responsables régionaux du Parti et du NKVD soucieux de « faire du zèle » et d'« éradiquer définitivement » les « éléments socialement nuisibles ». Convergence de deux logiques répressives, l'une visant à promouvoir une nouvelle élite politique, l'autre à éliminer tous les « ennemis intérieurs », la « Grande Terreur » est assurément un événement unique, d'une violence paroxystique, dans l'histoire de la période soviétique. Bien plus qu'une purge politique, plus dure et meurtrière que les précédentes, elle est, avant tout, le point d'aboutissement d'une vaste entreprise d'ingénierie sociale mise en œuvre, par étapes, au cours des années 1930.

4. Le XVIII^e congrès : le début d'une détente ?

La « Grande Terreur » prend fin comme elle a débuté : sur une résolution secrète du Politburo, datée du 17 novembre 1938. Envoyée à un nombre restreint de hauts responsables du Parti et du NKVD, cette circulaire critique les « défauts majeurs » et les « excès » d'un NKVD « infiltré par les ennemis du peuple ». Quelques jours plus tard, Nikolai Iejov démissionne, avant d'être arrêté, puis exécuté dans le plus grand secret. Le 8 décembre 1938, la *Pravda* annonce son remplacement par Lavrenti Beria. Au XVIII^e congrès du Parti (10-21 mars 1939), Staline annonce que de nouvelles « purges » ne sont plus nécessaires et dénonce les « excès » commis au cours des « dernières années ». La centralisation du Parti est

renforcée, le Politburo renforçant sa prééminence sur tous les autres organes dirigeants, et la direction des cadres, confiée à Malenkov, contrôlant encore plus les nominations. Le renouvellement massif des cadres politiques promus à l'issue des purges semble être le gage d'une meilleure exécution des directives du centre. Peut-on en conclure, pour autant, que la Grande Terreur a permis de bâtir enfin un État moderne, assis sur une bureaucratie aux ordres ?

III. Bilan d'une décennie décisive

1. La mise en place d'un modèle de développement

Au cours des années 1930 se met en place un modèle économique de développement dont un grand nombre de traits perdurent jusqu'au début des années 1980. À quelques nuances près, les II^e-III^e plans reconduisent les pratiques et les priorités inaugurées par le I^{er} plan : adoption d'objectifs irréalistes ne répondant pas aux possibilités réelles d'un développement économique équilibré ; gestion administrative à court terme des ressources ; mise en place, dans une conjoncture de pénuries endémiques, d'un système de priorités déséquilibrant les diverses branches de l'économie ; croissance extensive accompagnée d'une forte inflation ; très gros effort d'investissement réalisé aux dépens de l'amélioration du niveau de vie de la population ; priorité accordée à la production de biens d'équipement, de sources d'énergie plutôt qu'à la production de biens de consommation ; progression de la productivité obtenue à la suite d'une très forte pression productiviste à caractère répressif. La progression de certaines branches de l'industrie lourde ne peut masquer les déficiences des industries de biens de consommation, ni les très médiocres résultats agricoles : la production de céréales stagne, malgré la mécanisation et l'accroissement des emblavures de 17 %, au niveau de 1913. Après l'anéantissement de près de la moitié du cheptel du pays durant la collectivisation, le niveau de 1927-1928 n'est rattrapé qu'au début des années 1950.

2. Une société déstructurée

La « Révolution par le haut » (R. Tucker) imposée, en 1929-1930, par l'État à la société débouche sur un certain nombre de phénomènes caractéristiques du stalinisme. Parmi les plus significatifs : l'expansion des appareils bureaucratiques, chargés de contrôler l'application, dans tous les domaines et à tous les niveaux, des initiatives du Parti-État ; la prolifération de la police politique ; la mise en place d'un vaste système de travail forcé. Les années 1930 sont des années de grands bouleversements sociaux. Elles sont marquées par d'immenses flux migratoires, une grande mobilité sociale (descendante, mais aussi ascendante), plusieurs « guerres de classes » qui déstructurent profondément la société, la transformant en une « société de sables mouvants » (M. Lewin). Brisant à la racine les structures sociales et les modes de vie ruraux, la collectivisation forcée, relayée par une industrialisation accélérée, engendre une formidable migration paysanne vers les villes : de 1926 à 1939, la population urbaine s'accroît de 30 millions, dont 25 millions sont des paysans ayant quitté leur village. La croissance démesurée, anarchique, imprévue des villes, leur « ruralisation », a des conséquences qui marquent pour longtemps l'univers urbain soviétique. Le renouvellement massif de la classe ouvrière, qui connaît au cours des années 1930 un triplement de ses effectifs, ébranle fortement la cohésion, déjà fragile, du monde ouvrier. L'afflux d'une main-d'œuvre peu qualifiée venue des campagnes est à l'origine d'une chaîne incontrôlée de « phénomènes négatifs » : effondrement de la discipline du travail, dégradation de la qualité de

la production, instabilité de la main-d'œuvre. Ces phénomènes, sur lesquels les autorités s'étendent avec complaisance, servent de prétexte à une pénalisation – sans précédent – des relations du travail, qui culmine en 1938-1940, avec l'introduction du livret de travail, l'assimilation de tout retard au travail supérieur à vingt minutes à une « absence injustifiée », sanctionnée par des travaux correctifs. Par ailleurs, les mutations technologiques et, plus encore, une politique de différenciation des salaires et de stratification sociale en fonction des résultats obtenus par chacun dans la lutte pour l'accroissement de la productivité débouchent sur une profonde différenciation de la classe ouvrière qui empêche toute action concertée du monde du travail face à la dégradation globale de ses conditions de vie et de travail. Pour exprimer ses nombreux griefs, il ne reste plus au prolétaire qu'à changer aussi souvent que possible de lieu de travail et à travailler le moins possible. C'est cette dernière attitude qu'adoptent aussi les kolkhoziens. S'estimant exploités, enchaînés, floués, ils ripostent en se dérochant au travail collectif. Pour son travail sur les champs du kolkhoze, le paysan est payé au prorata du nombre de jours travaillés (*troudodni*), sur le revenu résiduel du kolkhoze, une fois la récolte engrangée et la part de l'État prélevée. Ce revenu est à la fois incertain et tout à fait insuffisant (2 à 5 q de céréales par travailleur adulte, par an en cas de « bonne récolte »). En réalité, le kolkhozien ne survit que grâce au petit lopin (inférieur à un demi-hectare) que l'État l'autorise à conserver. En 1938, ces lopins (3,9 % de la surface ensemencée du pays) fournissent 45 % de la production agricole totale. Malgré cette concession, le kolkhozien se sent doublement brimé, en tant que producteur ayant perdu toute indépendance économique, et en tant que citoyen privé des droits les plus élémentaires. Assujéti à de multiples corvées d'État, le kolkhozien est juridiquement attaché au kolkhoze comme le serf l'avait été à la terre du seigneur. Cette situation n'est qu'une des multiples formes de la discrimination et de l'exclusion sociale qui caractérisent la société soviétique de l'ère stalinienne. Les archives aujourd'hui disponibles permettent de préciser le nombre, longtemps controversé, des victimes de la répression dans les années 1930. Durant cette décennie, près de trois millions de personnes (2,2 millions de « koulaks » et plusieurs centaines de milliers d'« éléments socialement étrangers » et « socialement nuisibles » expulsés des villes) sont déportées sur simple mesure administrative et assujéties au statut de « déplacé spécial » dans l'une des 2 000 *komandatures* du NKVD qui gèrent les « villages spéciaux » de Sibérie, de l'Oural, du Kazakhstan et du Grand Nord. Assignés à résidence, privés de leurs droits civiques, soumis à des conditions de vie et de travail très difficiles, les « déplacés spéciaux » sont de véritables parias sociaux. En outre, entre 1930 et 1940, le nombre des détenus des camps de travail du Goulag passe de 200 000 à près de deux millions, avec un chiffre cumulé d'entrées d'environ sept millions de personnes en dix ans. À la fin des années 1930, le Goulag, dépendant du NKVD, constitue un véritable « État dans l'État » et une véritable « seconde économie », qui « pèse » environ 10 % de la production industrielle du pays. Le plan de production pour 1941 prévoit ainsi que le Goulag assurera, cette année-là, 75 % du molybdène, 70 % de l'or, 55 % du nickel, 40 % du cobalt et du chrome, 13 % du bois et 12 % du charbon produits dans le pays. Un développement sans émancipation, marqué par un recours sans précédent au travail forcé – ainsi apparaît, dix ans après son lancement, le projet stalinien de transformation accélérée du pays.

Chapitre IV

L'URSS dans les relations internationales (1921-1941)

D'emblée, avec le « Décret sur la Paix », le régime bolchevique révolutionne les codes et les règles des relations internationales. Après la fin de la guerre civile et de l'intervention étrangère, les grandes puissances ayant pris acte de la vitalité du nouveau régime et les bolcheviks ayant fait passer au second plan l'idée d'une révolution mondiale, l'URSS « normalise » progressivement ses relations internationales et réintègre la communauté des nations, mais à ses propres conditions, sans payer les dettes de l'État tsariste ni renoncer à son rôle de centre de la révolution mondiale.

Par sa dualité, la politique extérieure de l'URSS reste sans précédent dans les annales de la diplomatie. D'une part, l'URSS entretient des rapports diplomatiques et commerciaux « normaux » avec d'autres puissances. D'autre part, elle contrôle – de plus en plus étroitement –, par l'intermédiaire du Komintern, l'activité de partis communistes nationaux, dont le but ultime est de déstabiliser les gouvernements existants avec lesquels l'URSS entretient des relations « normales ».

Au début des années 1920, cette dualité renvoie à un dilemme fondamental : d'un côté, l'URSS, en tant qu'État, a besoin de paix et de stabilité ; d'un autre côté, toute stabilisation internationale diminue les chances d'une révolution mondiale et empêche l'URSS de jouer des « contradictions interimpérialistes ». Ce dilemme fondamental – priorité au renforcement des intérêts étatiques de l'URSS ou priorité au développement des forces révolutionnaires dans le monde, étant entendu que les intérêts des uns et des autres peuvent ne pas coïncider – a des implications directes sur le débat politique intérieur soviétique : il oppose, dans les années 1920, Staline, théoricien de la « construction du socialisme dans un seul pays », à Trotski, théoricien de la « révolution permanente ». Chaque échec, chaque occasion perdue (le soulèvement avorté des communistes allemands en 1923, les rapports entre les communistes chinois et le Kuomintang en 1926-1927) débouchent sur d'âpres conflits politiques, sur des accusations d'aventurisme ou, au contraire, de trahison des idéaux internationalistes.

À la fin des années 1920, Staline résout le dilemme de la politique étrangère soviétique en subordonnant les intérêts de chaque parti communiste national aux seuls intérêts de l'État soviétique. À l'issue de son VI^e congrès (juillet-septembre 1928), le Komintern, où s'étaient distingués des hommes aux idées souvent éloignées de celles de Staline (Radek, Sokolnikov, Zinoviev, Boukharine), est fermement repris en mains par des staliniens, tel Manouïlsky, homme clé du Komintern dans les années 1930. Le personnel du commissariat du peuple est aussi largement renouvelé, avec le remplacement de Tchitcherine par Litvinov et le départ – ou l'envoi dans une ambassade lointaine – d'un grand nombre de diplomates proches de Trotski (A. Ioffe, L. Karakhan, Krestinski, Sokolnikov, Racovski). Sur le plan des relations internationales, les années 1928-1929 sont aussi celles d'un « Grand Tournant ». Ayant

abandonné désormais tout principe autre que celui d'un nationalisme exacerbé et pris le chemin d'un expansionnisme de grande puissance, dans une Europe en proie à la montée des tensions internationales et du militarisme des puissances fascistes, la diplomatie soviétique est prête, dix ans plus tard, pour un nouveau tournant, qui stupéfie les opinions publiques : celui du pacte germano-soviétique du 23 août 1939.

I. Les grandes orientations de la politique extérieure soviétique sous la NEP

1. L'Allemagne, un partenaire privilégié en Europe

Jusqu'en 1934, le principal accord international signé par l'URSS reste celui conclu avec l'Allemagne le 16 avril 1922 à Rapallo. Les premiers contacts, commerciaux et militaires, entre les deux pays débutent dès avril 1921, à un moment où les vaincus de la Grande Guerre et les bolcheviks mis au ban des nations restent très isolés sur le plan international. La normalisation des relations de l'URSS avec les principales puissances européennes bute sur le problème majeur du remboursement des dettes de l'Empire russe. La Conférence internationale de Gênes (10 avril-19 mai 1922) ne parvient pas à régler cette question. C'est dans ce contexte que les Soviétiques et les Allemands signent le traité de Rapallo (16 avril 1922). Par cet accord, les deux parties annulent mutuellement leurs dettes et renouent des relations diplomatiques. Cet accord est complété par un protocole secret qui permet à la Reichwehr de disposer, en URSS, de centres d'entraînement et de fabrication d'armements que le traité de Versailles lui interdit de détenir. Cette collaboration entre les militaristes allemands et les Soviétiques durera jusqu'en 1933. Malgré ce début prometteur, les relations soviéto-allemandes connaissent plusieurs phases de tension dans les années 1920, d'une part à cause des liens privilégiés entre le Komintern et le Parti communiste allemand, d'autre part en raison de la hantise soviétique de voir se constituer un front antisoviétique des États capitalistes, aussitôt que l'Allemagne esquisse un rapprochement avec la France ou la Grande-Bretagne.

2. Des relations difficiles avec la Grande-Bretagne et la France

Prenant acte de la stabilité du régime soviétique après la mort de son fondateur (janvier 1924), de nombreux États européens – notamment le gouvernement travailliste britannique de Ramsay Mac Donald et le gouvernement français dirigé par Édouard Herriot – reconnaissent, au cours de l'année 1924, l'URSS *de jure*. L'amélioration des relations anglo-soviétiques est néanmoins de courte durée. Revenus au pouvoir à l'issue d'une campagne électorale axée sur le « danger rouge », les conservateurs britanniques refusent de ratifier l'accord commercial anglo-soviétique signé le 8 août 1924 par les travaillistes. Les syndicats soviétiques ayant fait transmettre une importante somme d'argent aux grévistes anglais lors de la grève générale de 1926, le gouvernement britannique accuse les Soviétiques de s'ingérer dans les affaires intérieures du Royaume-Uni, annule tous les accords de commerce et rompt les relations diplomatiques avec l'URSS (mai 1927). Celles-ci ne sont renouées qu'en octobre 1929.

Avec la France, les deux principaux sujets de friction sont la question des dettes de l'ex-Empire russe, que le gouvernement soviétique refuse d'honorer, et la politique française en Europe de l'Est (alliances conclues entre la France, la Pologne et la Roumanie que l'URSS

considère orientées contre ses intérêts).

Malgré ces tensions, la diplomatie soviétique continue à jouer la carte de l'intégration de l'URSS dans la communauté internationale. Bien que n'étant pas membre de la SDN, l'URSS participe, depuis 1926, à la commission préparatoire à la Commission du désarmement. En août 1928, elle accepte de s'associer au pacte Briand-Kellogg de « renonciation générale à la guerre ».

3. La Chine, un partenaire privilégié en Asie

Jusqu'en 1928, la Chine est perçue par le régime soviétique comme un pays susceptible de basculer, dans un avenir proche, dans le camp socialiste. Après des débuts encourageants, la politique soviétique en Chine, conduite à la fois par les canaux de la diplomatie traditionnelle et par ceux du Komintern, se solde, en 1927, par un échec retentissant.

Le 12 avril 1927, Tchang Kaïchek fait arrêter et massacrer des milliers de communistes à Shanghai. Quelques mois plus tard, sur ordre de Moscou, les communistes chinois déclenchent une insurrection à Canton (décembre 1927), rapidement écrasée. Pendant toute l'année 1927, la « question chinoise » est au cœur du débat politique en URSS, et les « massacres de Shanghai » – imputés à l'irresponsabilité de Staline – sont l'un des points forts de l'argumentation de l'opposition trotskiste. L'échec de la « révolution chinoise » contraint Staline à définir de nouvelles stratégies politiques sur le plan international.

II. Lutte contre le « social-fascisme » et « exacerbation des contradictions interimpérialistes » (1928-1933)

1. Le VI^e congrès du Komintern : un tournant majeur

Inspirées directement par Staline, les stratégies politiques définies au VI^e congrès du Komintern (juillet-septembre 1928) permettent de comprendre les principales orientations de la politique étrangère soviétique de 1928 à 1933. Contre Boukharine, alors président du Komintern, qui préconise de privilégier l'unité de lutte de la classe ouvrière, Staline, affirmant que les pays capitalistes avancés étaient à la veille d'une grave crise économique et de soulèvements révolutionnaires, impose au congrès « trois exigences tactiques » :

- le refus de toute collaboration avec la social-démocratie, qualifiée d'« ennemi principal » de la classe ouvrière ;
- la lutte contre l'influence réformiste sur la classe ouvrière ;
- l'épuration des partis communistes de tous les éléments hésitants, en particulier des « déviationnistes de droite ».

Boukharine désavoué, Staline place un fidèle, Manouïlski, aux commandes du Komintern. Les partis communistes étrangers sont mis au pas, notamment le Parti communiste allemand,

qui se voit imposer Thaelmann comme secrétaire général. Désormais, la totale subordination des intérêts de chaque parti à ceux du Parti bolchevique est proclamée sans ambages : « Est authentiquement révolutionnaire celui qui est prêt à protéger et à défendre l'Union soviétique sans réserve, ouvertement, inconditionnellement » (Staline).

2. Le mythe de l'« exacerbation des contradictions interimpérialistes »

En avril 1929, le X^e plénum du Comité exécutif du Komintern pousse jusqu'au bout la logique des orientations prises un an plus tôt : la social-démocratie devient le « social-fascisme ». Jusqu'à la fin de 1933, la diplomatie soviétique et le Komintern négligent le danger du fascisme allemand en pleine expansion. Au contraire, le renforcement allemand est présenté comme une « donnée positive » pour l'URSS, dans la mesure où il va entraîner, face au « militarisme franco-britannique », une « exacerbation des contradictions interimpérialistes ». De 1929 à 1933, le Parti communiste allemand applique fidèlement la tactique de lutte prioritaire contre la social-démocratie, contribuant ainsi largement à la paralysie des institutions politiques de la république de Weimar. La prise du pouvoir par Hitler, la mise hors la loi du Parti communiste, à la suite de l'incendie du Reichstag, ne modifient pas, dans l'immédiat, la tactique du Komintern, qui se refuse à toute autocritique. En avril 1933, le gouvernement soviétique négocie, avec le nouveau régime nazi, le protocole de renouvellement du traité de Berlin de 1926.

Début 1933, les souhaits formulés par la diplomatie soviétique depuis 1919-1920 semblent sur le point de se réaliser : l'ordre européen issu du traité de Versailles, « imposé par les brigands impérialistes », est bafoué, depuis le réarmement, au grand jour, de l'Allemagne ; la SDN a dévoilé son impuissance ; une crise économique d'une ampleur inégalée secoue le monde capitaliste ; la montée des tensions internationales semble donner raison à la théorie de l'« exacerbation des contradictions interimpérialistes ». Or, ces évolutions tant attendues s'avèrent, à terme, dangereuses pour l'URSS. Au lieu de favoriser l'essor du communisme, la crise a engendré le fascisme ; quant à l'« exacerbation des contradictions interimpérialistes », elle se traduit avant tout par le développement d'idéologies militaristes, revanchardes et nationalistes en Allemagne et au Japon, deux pays qui font figure désormais d'ennemis potentiels de l'URSS.

III. L'URSS dans le jeu de la « sécurité collective » (1934-1939)

1. Le « cours nouveau » de la diplomatie soviétique

La dégradation des relations soviéto-allemandes, durant l'été 1933, constitue le premier signe du changement d'orientation de la politique extérieure soviétique. En juin, l'URSS signifie à l'Allemagne que les contacts militaires, qui se poursuivaient depuis dix ans, devraient cesser à partir de septembre. En décembre 1933, M. Litvinov expose les grandes orientations d'un « cours nouveau » pris par la diplomatie soviétique :

- non-intervention et neutralité dans tout conflit ;

- politique d'apaisement vis-à-vis du Japon et de l'Allemagne, malgré l'orientation désormais ouvertement antisoviétique de ces deux pays ;
- ouverture – sans illusions excessives – vers les démocraties occidentales ;
- participation – critique – à la politique de sécurité collective, dans le cadre de la SDN.

Durant deux ans (fin 1933-début 1936), ce « cours nouveau » obtient un certain nombre de succès. En 1934, les États-Unis, la Tchécoslovaquie et la Roumanie établissent des relations diplomatiques avec l'URSS. En septembre 1934, l'URSS est admise à la SDN et devient aussitôt membre permanent du Conseil. Le 2 mai 1935 est signé, à Paris, un pacte franco-soviétique d'assistance mutuelle. Cet engagement (qui n'est ratifié par le Parlement français, après de très vives réticences de la part de la droite, que le 28 février 1936) reste cependant peu opératif ; à la différence de l'alliance franco-russe de 1891, il n'est, en effet, assorti d'aucune convention militaire.

La signature du pacte franco-soviétique va de pair avec l'officialisation solennelle d'une nouvelle stratégie du Komintern, celle des « fronts communs ». À l'occasion de la visite de P. Laval à Moscou (13-15 mai 1935), Staline fait savoir publiquement qu'il « approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité ». Cette déclaration entraîne aussitôt un brutal revirement de la politique intérieure du PCF, prélude à la constitution, deux mois plus tard, d'une alliance politique entre communistes, socialistes et radicaux.

Le VII^e congrès du Komintern (été 1935) entérine la stratégie des « fronts communs », réaffirme et théorise la subordination générale des politiques des divers partis communistes nationaux à la politique de l'Union soviétique. Néanmoins, l'impuissance de la SDN à réagir efficacement à des coups de force tels que l'agression italienne en Éthiopie et, plus encore, l'absence de réaction de la France et de la Grande-Bretagne à la remilitarisation de la Rhénanie (mars 1936) montrent aux dirigeants soviétiques l'extrême précarité de l'équilibre européen et la nécessité de laisser ouvertes, pour assurer leur sécurité, toutes les options.

2. L'URSS et la guerre d'Espagne

La guerre civile espagnole, qui éclate en juillet 1936, complique encore le jeu diplomatique soviétique. Dans un premier temps, l'URSS tente de limiter son engagement, en adhérant à la politique de non-intervention préconisée par la France et la Grande-Bretagne. L'internationalisation de la guerre civile espagnole, avec l'engagement croissant de l'Italie et de l'Allemagne fascistes aux côtés des putschistes, pose aux Soviétiques un dilemme : ne pas s'engager, c'est à la fois prêter le flanc à la propagande trotskiste qui accuse le gouvernement stalinien de trahison et risquer que se développe, en Catalogne notamment, le premier foyer de l'hérésie trotskiste, sous la direction du POUM allié aux anarchistes. D'un autre côté, s'engager directement, c'est risquer de donner l'image d'un pays désireux d'« exporter la Révolution », ce qui compromettrait toute tentative de rapprochement avec les démocraties occidentales.

Ces considérations complexes expliquent les particularités de l'intervention soviétique en Espagne : une intervention graduelle et limitée (en échange d'une très importante livraison d'or, les Soviétiques envoient du matériel militaire, souvent de médiocre qualité, et 2 000 « spécialistes », cadres du NKVD autant que militaires) ; une intervention surtout destinée à

lutter contre tous les éléments hétérodoxes, non staliniens, de la gauche espagnole : anarchistes, partisans du POUM, trotskistes réels ou présumés. Dans cet esprit, les « conseillers » soviétiques infiltrés dans l'appareil d'État espagnol multiplient les provocations, puis font arrêter (juin 1937) les principaux dirigeants du POUM, s'efforçant – en vain – d'en soutirer des « aveux » publics afin de « confirmer » la « véracité » des procès de Moscou.

3. La faillite de la « sécurité collective »

Les procès ainsi que la purge qui touche alors (été-automne 1937) l'Armée rouge affaiblissent encore la crédibilité du régime soviétique tant du côté des démocraties occidentales des régimes fascistes. De son côté, la passivité des Occidentaux face à l'Anschluss puis à Munich accentue la méfiance des Soviétiques vis-à-vis des démocraties et leur fait perdre leurs dernières illusions quant à l'efficacité de la politique de « sécurité collective ». L'accord de non-agression signé le 6 décembre 1938 à Paris par G. Bonnet et Ribbentrop est interprété à Moscou comme donnant plus ou moins carte blanche à Hitler à l'Est.

À la fin de 1938, la position diplomatique de l'URSS apparaît très précaire, et le danger, si redouté, d'un « front impérialiste », bien réel. Depuis novembre 1936, la menace d'encerclement s'est précisée avec la signature par le Japon et l'Allemagne du « pacte anti-Komintern » (auquel se joignent par la suite l'Italie et l'Espagne). Face à cette situation, l'URSS se réconcilie avec Tchang Kaïchek (traité de non-agression sino-soviétique d'août 1937) et signe une trêve (septembre 1939), puis un traité de non-agression (avril 1941) avec le Japon, après de violents combats russo-japonais sur la frontière sibérienne. La situation restant très tendue, les Soviétiques, soucieux avant tout d'éviter un conflit sur deux fronts, décident, dès le printemps 1939, de multiplier les ouvertures vers l'Allemagne tout en poursuivant des négociations avec les démocraties occidentales.

IV. Pacte germano-soviétique et expansionnisme soviétique

1. Le pacte germano-soviétique

Durant le printemps et l'été 1939, la diplomatie soviétique, désormais dirigée par Molotov, président du Conseil des commissaires du peuple, tente de jouer sur deux tableaux : elle négocie avec la France et la Grande-Bretagne une alliance soviéto-franco-britannique, assortie d'une garantie englobant toute l'Europe orientale, tout en esquissant un rapprochement avec l'Allemagne. Chacun négocie avec des arrière-pensées : les Occidentaux, avant tout désireux d'empêcher un rapprochement germano-soviétique, font traîner les discussions et éludent la question de fond : celle d'une véritable convention militaire. Quant aux Soviétiques, informés des visées allemandes sur la Pologne, ils sont avant tout préoccupés du sort des États baltes qu'ils souhaitent « récupérer » avant qu'ils ne tombent entre les mains de l'Allemagne. Durant l'été 1939, la méfiance des Soviétiques, inquiets de voir les démocraties conclure un nouveau Munich aux dépens des Polonais, ce qui laisserait aux Allemands libre champ à l'Est, grandit. L'envoi de missions française et britannique, début août, à Moscou, ne dissipe pas le malentendu : les envoyés occidentaux, d'un rang subalterne, sont porteurs d'un mandat très vague, qui exclut des négociations les

questions essentielles (passage éventuel des troupes soviétiques par la Pologne ou les États baltes, engagement précis et chiffré des forces mobilisées par chacune des parties en cas d'agression allemande). Le 21 août, la délégation soviétique ajourne les négociations avec les Occidentaux. À cette date, le gouvernement soviétique a décidé de conclure un accord avec l'Allemagne. Depuis la fin juillet, en effet, les Allemands ont multiplié contacts et propositions avantageuses pour l'URSS. Le 14 août, Ribbentrop propose de se rendre à Moscou pour signer un véritable accord politique. Le 19, le gouvernement allemand signe un accord commercial – en cours de négociation depuis la fin de 1938 – très favorable à l'URSS et propose de délimiter de larges « sphères d'intérêts » soviétiques en Europe orientale. Le 23 août, Ribbentrop se rend à Moscou. Le 24, le traité de non-agression, signé durant la nuit, est rendu public. Valable dix ans, il entre en vigueur immédiatement. À cet accord est joint un protocole secret, dont les autorités soviétiques ont nié l'existence jusqu'en 1989. Ce texte délimite les sphères d'influence des deux pays en Europe de l'Est : à l'Allemagne, la Lituanie ; à l'URSS, l'Estonie, la Lettonie, la Finlande, la Bessarabie et, après intervention militaire contre la Pologne, les « territoires biélorusses et ukrainiens » incorporés à la Pologne à la suite du traité de Riga (1920) ainsi que des « territoires historiquement polonais ».

2. Le « protocole secret » en application

Dix-sept jours après l'attaque nazie contre la Pologne, l'Armée rouge envahit la Pologne. Accentuant le désarroi des Polonais, pris entre deux feux, l'intervention soviétique rencontre peu de résistance ; en quelques jours, les Soviétiques font 230 000 prisonniers (dont 15 000 officiers). Le partage de la Pologne est scellé, le 28 septembre, lors de la seconde visite de Ribbentrop à Moscou. En échange d'un retrait vers l'est (jusqu'au Boug, et non jusqu'à la Vistule, comme prévu dans le « protocole secret ») de la frontière germano-soviétique, l'Allemagne inclut la Lituanie dans la sphère d'intérêts soviétique.

Aussitôt après l'occupation des régions ayant appartenu à la Pologne, l'URSS impose aux États baltes des « pactes d'assistance mutuelle », en vertu desquels ces pays « accordent » des bases militaires à l'URSS.

Le 31 octobre 1939, le gouvernement soviétique présente des exigences territoriales à la Finlande : démilitarisation de la frontière, reportée à 70 km de Leningrad, cession de la base de Hanko. Devant le refus finlandais, l'URSS engage, le 30 novembre, les hostilités. L'Armée rouge met trois mois pour avancer de 30 km. La prise de Vyborg contraint le gouvernement finlandais à engager des pourparlers de paix. Par le traité du 12 mars 1940, l'URSS reçoit l'isthme de Carélie, avec Vyborg. Néanmoins, cette guerre a démontré à l'Allemagne l'état d'impréparation et de faiblesse de l'Armée rouge.

À partir de juin 1940, le gouvernement soviétique manifeste son intention de concrétiser toutes les clauses du « protocole secret » du 23 août 1939. Les États baltes, accusés d'avoir violé les « pactes d'assistance mutuelle » les liant à Moscou, sont mis en demeure de former des « gouvernements de coalition » contrôlés par des « commissaires politiques » soviétiques. Après la création de ces gouvernements sont organisées des « élections », à l'issue desquelles les nouveaux parlements sollicitent l'incorporation de leur pays à l'Union soviétique, demande « accordée », début août 1940, par le Soviet suprême. Ce même mois, la Bucovine et la Bessarabie sont annexées aux dépens de la Roumanie.

En un an (septembre 1939-août 1940), grâce au pacte germano-soviétique, 23 millions d'habitants supplémentaires sont devenus citoyens soviétiques, quatre nouvelles «

républiques socialistes soviétiques » ont rejoint l'URSS.

3. La dégradation des relations germano-soviétiques

La garantie donnée par l'Allemagne à la Roumanie, après l'annexion soviétique de territoires roumains, refroidit les relations entre Berlin et Moscou. En fait, Hitler a déjà ordonné (fin juillet 1940) à son état-major d'étudier pour le printemps 1941 les modalités d'une offensive éclair contre l'URSS. Malgré l'invasion allemande de la Yougoslavie, puis de la Grèce, malgré les transferts massifs de troupes sur la frontière germano-soviétique, le gouvernement soviétique refuse de croire à l'imminence d'une attaque allemande, néglige les nombreuses informations faisant état de cette attaque, envoie scrupuleusement, jusqu'à la veille de l'invasion, produits agricoles, pétrole et matières premières stratégiques en Allemagne et refuse d'adopter des mesures de précaution sur ses frontières.

Chapitre V

L'URSS en guerre (1941-1945)

Vingt-six millions de morts – ce seul chiffre donne la mesure du cataclysme meurtrier que fut, pour la société soviétique, la « Grande guerre patriotique ». Sur cette hécatombe, dont l'ampleur ne fut rendue publique qu'au moment de la *glasnost* gorbatchévienne, les pertes militaires représentent un peu plus de 10 millions ; les pertes civiles directes, 11 millions ; les pertes civiles indirectes (surmortalité), 5 millions environ. Quelques autres données témoignent de l'impact profond et général de la guerre sur la société soviétique, des aspects complexes, voire contradictoires, de ces quelques années décisives, à la fois profondément disruptives et inscrites dans la continuité du système de relations économiques et sociales mis en place dans les années 1930 : 65 millions de Soviétiques firent l'expérience de l'occupation nazie ; 30 millions d'hommes – et près de 600 000 femmes – furent mobilisés à l'armée ; près de 3 millions de Soviétiques furent cités ou décorés ; 17 millions de civils évacués vers l'est, à des milliers de kilomètres de chez eux, déracinés, soumis à des conditions de vie particulièrement dures ; 13 millions de Soviétiques, pour la première fois de leur vie, sortirent hors des frontières de leur pays. Mais aussi 2 300 000 citoyens soviétiques appartenant à des « minorités punies » furent brutalement déportés par le NKVD, 2 millions de Soviétiques condamnés par un tribunal militaire, dont plus de 200 000 à la peine de mort ; 1 million de Soviétiques, enfin, moururent durant la guerre au Goulag (le système concentrationnaire stalinien connut alors des taux de mortalité jamais atteints auparavant – près de 20 % par an en 1942).

Menée par l'Allemagne nazie comme une guerre d'anéantissement du « judéo-bolchevisme », la guerre sur le front de l'Est fut pour le régime soviétique un formidable défi qui mit à l'épreuve l'ensemble du système administratif de commandement bâti au cours des années 1930. Dans les conditions extrêmes d'une guerre à mort, ce système, géré par des hommes passés par toutes les épreuves et les violences de la collectivisation forcée, de la famine et de la « Grande Terreur », fonctionna assez efficacement, il est vrai au prix d'immenses sacrifices humains. Malgré les désastres militaires des premiers mois de la guerre, les désordres générés par les déplacements massifs de population, l'incohérence de politiques souvent contradictoires alternant répression et relâchement des contrôles, le système stalinien parvint à mobiliser l'immense majorité de la population et la quasi-totalité des ressources. Le formidable effort de guerre totale, de mobilisation, d'évacuation et de reconversion fut assurément facilité par le fait que l'économie soviétique était une « économie de guerre *sui generis* » (Oscar Lange) fonctionnant, depuis le début des années 1930, en conditions extrêmes, et capable de mobiliser une main-d'œuvre civile rompue à un style de commandement militaire et à toutes les privations. La barbarie nazie, qui ne laissait aux *Untermenschen* slaves d'autre alternative que la mort ou l'esclavage, joua évidemment aussi un rôle capital dans le sursaut patriotique d'une société où les ferments de mécontentement et les ressentiments contre le régime étaient, à la veille de la guerre, forts.

L'expérience de la guerre transforma profondément la société soviétique. La guerre et la victoire furent « productrices de consensus », et le culte de Staline, identifié à la Patrie

combattante, se propagea, par l'intermédiaire des combattants, jusque dans les campagnes où la haine du système kolkhozien était restée très vive. Élevée au rang de « guerre sacrée », la « Grande guerre patriotique » joua aussi un rôle fondamental dans la restructuration des identités sociales. Pour un grand nombre de Soviétiques, la guerre fut véritablement l'occasion d'une renaissance, qui effaçait les stigmates d'une « mauvaise » origine sociale et remettait les compteurs sociaux à zéro. Si le régime bénéficiait d'un support populaire beaucoup plus fort en 1945 qu'en 1940-1941, la société soviétique était-elle pour autant prête à accepter, après la Victoire, un retour au *statu quo ante bellum* ?

I. Les désastres militaires de l'année 1941

1. Le plan Barbarossa, succès et limites du Blitzkrieg

Déclenché le 22 juin 1941 à l'aube, le plan *Barbarossa* permet aux armées allemandes de progresser, en trois semaines, de 300 à 600 km en territoire soviétique. La Wehrmacht occupe la Lettonie, la Lituanie, la Biélorussie, l'Ukraine de la rive droite du Dniepr et la Moldavie. Néanmoins, du 16 juillet au 15 août, l'Armée rouge parvient à contenir les Allemands dans la région de Smolensk. La bataille de Smolensk donne, au centre, un coup d'arrêt momentané, mais stratégiquement et psychologiquement important, au *Blitzkrieg*. Le 23 août, Hitler assigne à ses armées deux objectifs : Moscou et les ressources économiques de l'Ukraine et du Caucase. Tandis qu'au centre l'offensive allemande marque le pas, elle progresse rapidement au nord-ouest (début du blocus de Leningrad, 9 septembre) et au sud-ouest (prise de Kiev, 10 octobre). Le 3 novembre, la Wehrmacht atteint Sébastopol. Au centre, après la chute de Smolensk, von Bock lance, le 24 septembre, l'opération *Typhon*, avec pour objectif Moscou. Le 5 octobre, une première ligne de défense soviétique est percée, entre Rjev et Viazma, puis une seconde, le 10 octobre, à Mojaïsk. Après la prise de Kalouga (12 octobre) et de Kalinine (14 octobre), les autorités commencent à évacuer de Moscou vers Kouïbychev les principaux services administratifs et diplomatiques. Le 16 octobre, une véritable panique s'empare de centaines de milliers de Moscovites qui tentent de fuir la capitale. Tandis que toute la population est mobilisée pour une « levée en masse », l'armée allemande parvient jusqu'aux faubourgs de la capitale. Mais, le 6 décembre, l'Armée rouge déclenche une contre-offensive face à des troupes allemandes aux communications distendues, insuffisamment ravitaillées, mal protégées du froid. Vers le sud, les troupes soviétiques reprennent Kalouga et Orel ; vers le nord, Kalinine. L'avance dure deux mois (sur 150 à 200 km), mais en février 1942 l'offensive s'essouffle, en partie faute de matériel. La « bataille de Moscou » marque la fin et l'échec du *Blitzkrieg* ; les Allemands se voient contraints à une guerre d'usure. Cependant, au printemps 1942, la situation reste très alarmante pour l'URSS : l'effondrement militaire des cinq premiers mois de la guerre se solde par l'occupation ennemie de régions vitales regroupant près de 40 % de la population soviétique, qui donnaient en temps normal les deux tiers du charbon, de l'acier et de l'aluminium du pays, mais aussi 84 % du sucre et 40 % de la production céréalière.

2. Évacuation, reconversion et solidarité alliée

L'effondrement militaire de 1941 et l'occupation, par l'ennemi, d'immenses territoires posent d'emblée les problèmes de l'évacuation du potentiel industriel et des hommes et de la reconversion. Dès le 24 juin est créé un Conseil de l'évacuation qui organise, en cinq mois, le déplacement de 1 530 grandes entreprises des régions occidentales vers la Volga, l'Oural, le

Kazakhstan et la Sibérie. Près de 17 millions de personnes sont évacuées (été 1941-été 1942) du théâtre des opérations et de ses abords. Toute la population adulte déplacée (en majorité des femmes) est aussitôt intégrée dans la production, astreinte à des conditions très dures (journée de travail de 12 à 14 heures, logement de fortune, approvisionnement précaire). Elle contribue néanmoins, de façon décisive, à la reprise spectaculaire de la production industrielle.

Comme l'ensemble des institutions et organismes déjà en place (ministères, armée et même le Parti), le Conseil de l'évacuation est coiffé par un organisme exceptionnel, fortement centralisé et doté d'un pouvoir absolu, le Comité d'État pour la Défense, créé le 30 juin et présidé par Staline. Celui-ci concentre désormais tous les pouvoirs, en se désignant (19 juillet) commissaire à la Défense et commandant suprême des armées (8 août).

Dès les premiers jours de la guerre, les calculs d'Hitler concernant un isolement politique de l'Union soviétique s'avèrent vains. Des négociations entre l'URSS et la Grande-Bretagne aboutissent, le 12 juillet 1941, à un accord de coopération, suivi, le 16 août, d'un accord économique de commerce et de crédit. À la suite de la mission de son conseiller, Hopkins, à Moscou, le président Roosevelt accepte d'octroyer à l'URSS un premier prêt d'un milliard de dollars sans intérêt, en vertu de la loi du *lend-lease*. Le 1^{er} octobre 1941, Harriman, Beaverbrook et Molotov signent à Moscou un accord tripartite sur la fourniture à l'URSS d'armements, d'équipement militaire et de matières premières stratégiques.

II. Le tournant de la guerre (été 1942-été 1943)

1. Les défaites soviétiques de l'été 1942

D'avril à octobre 1942, l'Armée rouge connaît une nouvelle série de revers. En avril-juin, les Soviétiques échouent dans leurs tentatives de lever le blocus de Leningrad ; en mai, l'offensive allemande sur Kertch, en Crimée, tourne au désastre. Le 2 juillet, Sébastopol tombe. Ce même jour, les Allemands percent la défense soviétique à la jointure des fronts de Briansk et du Sud-Ouest, ce qui leur permet de prendre Voronej (12 juillet) puis Vorochilovgrad (19 juillet). Le 15 juillet, une autre ligne de défense soviétique est percée sur le Don ; le 24 juillet, l'Armée rouge abandonne Rostov. Ces revers s'accompagnent d'une chute brutale de la discipline des troupes, que le Commandement tâche d'enrayer en diffusant le fameux ordre du jour n° 227, signé de Staline : « Plus un pas en arrière ! »

Grisé par les victoires, Hitler commet une nouvelle fois la même erreur que lors de l'offensive de Moscou, en assignant à ses armées deux axes d'attaque simultanés : vers Stalingrad d'une part, vers la Caspienne et le Caucase, d'autre part. En août, les Allemands foncent vers le Caucase, sans rencontrer de résistance, à travers le Kouban. Poursuivant l'offensive, les avant-gardes allemandes atteignent la grande chaîne du Caucase.

2. Stalingrad et Kursk : deux victoires soviétiques décisives

L'effort principal des Allemands se porte cependant vers la Volga, et Stalingrad en particulier. Le 23 août 1942, la VI^e armée de von Paulus atteint, par le nord-ouest, la Volga,

tenant ainsi Stalingrad sous son feu. Joukov, nommé commandant suprême adjoint, est envoyé à Stalingrad pour coordonner et diriger les opérations. Le 12 septembre, les Allemands lancent ce qu'ils espèrent être l'assaut final. Les combats vont se dérouler près de cinq mois, usine par usine, maison par maison. Le 15 octobre, les Allemands atteignent la Volga par le sud, mais épuisés, les lignes étirées, ayant perdu 70 000 hommes et la supériorité en blindés comme en avions. Le plan mis au point par Joukov (« plan *Uranus* ») tient compte de la fragilité des positions allemandes entre Don et Volga et prévoit une manœuvre d'encercllement de l'ennemi. Lancée le 19 novembre, l'offensive soviétique obtient l'effet de surprise recherché. En quelques jours, la percée est réussie : la VI^e armée et une partie de la IV^e armée blindée (soit 330 000 hommes) sont encerclées. Le 2 février 1943, malgré l'interdiction de Hitler, von Paulus capitule. Considérée dans son ensemble, la bataille de Stalingrad coûte, en six mois, 800 000 hommes aux forces de l'Axe.

Ce tournant de la guerre s'amplifie en une avance générale de l'Armée rouge sur un immense front qui va de Leningrad au Caucase. Pour éviter d'être encerclées à leur tour, les armées allemandes du Caucase reculent de 600 km, jusqu'à l'ouest de Rostov, libérée le 14 février 1943. En février-mars 1943, Voronej, Koursk, Kharkov et la majeure partie du Donbass sont reprises ; l'Armée rouge parvient à dégager un couloir de 10 km, qui desserre le blocus de Leningrad, au cours duquel 900 000 personnes périssent, pour la plupart de faim et d'épuisement.

Malgré les graves revers de son armée, le haut commandement allemand décide, en mai 1943, de reprendre l'initiative et de réduire le « saillant de Koursk » (« opération *Citadelle* »). La préparation de l'offensive allemande ayant traîné en longueur, l'Armée rouge a le temps de regrouper des forces qui excèdent désormais largement celles de l'ennemi. Du 10 au 20 juillet se déroule, à Prokhorovka, près de Koursk, la plus grande bataille de chars de la Seconde Guerre mondiale. Les blindés allemands sont écrasés et, le 3 août, les Soviétiques contre-attaquent sur la ligne Orel-Koursk-Belgorod. La bataille de Koursk, au cours de laquelle furent défaites les meilleures divisions blindées allemandes équipées des derniers modèles de chars, marque, six mois après Stalingrad, le second tournant de la guerre sur le front russe.

III. Comprendre le revirement

1. La reconversion de l'économie soviétique et l'aide alliée

On ne peut comprendre les victoires soviétiques de la fin 1942 et de l'été 1943 sans évoquer la formidable reconversion de l'économie, entièrement tournée vers l'effort militaire. Pour pallier le manque de main-d'œuvre, le gouvernement décrète (février 1942) la « mobilisation par le travail » de la population urbaine, puis (novembre 1942) rurale. En 1942, six millions de personnes sont affectées d'autorité dans l'industrie. On assiste à une forte féminisation de la main-d'œuvre ainsi qu'à un renouvellement important de la classe ouvrière. En quatre ans, la productivité dans l'industrie, révélatrice de l'ampleur de l'effort humain, augmente de 40 %. À la fin de 1942, la production de matériel militaire soviétique dépasse largement la production allemande, en quantité, comme aussi parfois en qualité.

Les Soviétiques ont toujours eu tendance à sous-évaluer l'importance des livraisons alliées au titre des accords du prêt-bail. Celles-ci, soulignent-ils, n'ont représenté que 4 % de la

production totale soviétique durant la guerre. Le problème des livraisons donne lieu, au plus haut niveau, à une correspondance abondante et teintée d'aigreur, les Alliés accusant les Soviétiques d'« ingratitude », tandis que ces derniers soupçonnent les Alliés de substituer cet apport matériel à l'ouverture, tant réclamée depuis la fin 1941, d'un « second front ». En réalité, les livraisons du prêt-bail jouent un rôle économique important en permettant à l'économie soviétique de réduire ses déséquilibres et de se spécialiser dans la production militaire sans craindre une rupture des circuits économiques par abandon de tous les objectifs d'une croissance équilibrée.

2. La barbarie nazie

Un autre facteur contribue au retournement de situation en faveur de l'URSS à l'été 1943 : la barbarie nazie dans les territoires occupés, décourageant, excluant toute velléité de collaboration parmi une population – notamment rurale – qui avait beaucoup souffert du régime soviétique.

Dans la vision hitlérienne de l'avenir de l'Allemagne, l'invasion de l'URSS répond à un certain nombre d'objectifs précis : il s'agit de liquider le bolchevisme (phénomène à la fois « grand-russe » et juif, deux qualificatifs également haïssables), de détruire l'État soviétique, de conquérir l'espace vital à l'est, mettant ainsi définitivement fin au conflit séculaire entre le Germain et le Slave. L'attitude relativement favorable des premières populations conquises (dans les marches occidentales incorporées à l'URSS en 1939), la capture, par millions, d'hommes désarmés par les conditions des premiers combats confortent les dirigeants nazis dans leurs convictions, selon lesquelles l'Est est peuplé de sous-hommes habitués à se soumettre à la violence du vainqueur. Dès les premiers jours de l'opération *Barbarossa*, les *Einsatzgruppen* perpètrent des massacres massifs de la population juive des régions occupées. En cinq mois, 550 000 Juifs sont massacrés. L'ampleur des massacres (23 600 personnes en trois jours à Kamenets-Podolsk, les 28-30 août ; 33 370 en deux jours, à Babyi Iar, près de Kiev, les 29 et 30 septembre) et le fait qu'étaient exécutés indistinctement hommes, femmes, enfants, vieillards marquent le franchissement d'une étape décisive sur la voie de la Solution finale. Au total, 2 830 000 Juifs d'Union soviétique (en comptant ceux des territoires annexés par l'URSS depuis l'automne 1939) périssent. La barbarie nazie frappe aussi une autre catégorie – les prisonniers de guerre soviétiques. Prétextant que l'URSS n'avait pas signé les conventions de Genève relatives aux prisonniers de guerre, les unités de la Wehrmacht mettent en œuvre une véritable politique d'extermination des prisonniers de guerre soviétiques. Au cours de l'avancée fulgurante de l'armée allemande durant l'été 1941, des centaines de milliers de prisonniers sont abattus, sur le champ de bataille, avant même d'avoir été regroupés et comptabilisés. Des millions d'autres sont parqués, sans soins, ni abri ni nourriture, dans d'immenses camps de concentration en plein air, véritables camps de la mort. Le camp de Minsk, par exemple, compte plus de 120 000 prisonniers en moyenne, mais la mortalité y avoisine 20 % par mois ! La plupart des prisonniers meurent de faim. Sur les 3 300 000 soldats et officiers de l'Armée rouge capturés au cours des six premiers mois de la guerre (fin juin-fin décembre 1941), plus de 2 000 000 – 60 % – disparaissent avant la fin de l'année 1941 ! Au total, sur les 5 400 000 soldats et officiers soviétiques capturés, au cours de la guerre, par la Wehrmacht, à peine 1 600 000 (soit moins de 30 %) survécurent et revinrent en URSS après la fin de la guerre.

La violence nazie à l'encontre des *Untermenschen* slaves frappe durement l'ensemble de la population civile des zones occupées – au total, 11 millions de civils périssent, tués, fusillés par l'ennemi dans les zones occupées ou proches du front, victimes de bombardements ou de

la faim, à la suite d'un encerclement ou d'un blocus, morts d'épuisement en déportation, après avoir été soumis à un travail forcé exténuant. Le cas de Leningrad, où plus de 700 000 civils moururent de faim et de froid au cours d'un blocus de près de deux ans, illustre tragiquement la spécificité meurtrière de cette guerre d'annihilation qui fit davantage de morts encore parmi les civils que parmi les militaires. Dernière catégorie de victimes civiles, les *Ostarbeiter* (« travailleurs de l'Est ») : plus de quatre millions de civils soviétiques, dont 57 % de femmes, furent déportés en Allemagne dans le cadre des « programmes *Saukel* » mis en place pour fournir au III^e Reich des réserves inépuisables de main-d'œuvre. Trente pour cent d'entre eux ne revinrent jamais.

Comme dans les autres pays européens occupés, les réquisitions massives de civils envoyés travailler en Allemagne donnent un élan décisif aux mouvements de résistance. À partir de l'automne 1942, les « partisans » contrôlent le « pays profond » dans un certain nombre de régions occupées (Sud de la Biélorussie, provinces de Briansk, de Smolensk, d'Orel). En 1943, les groupes de « partisans » opèrent près de 3 000 sabotages sur les voies ferrées, ralentissant l'acheminement du matériel militaire allemand sur le front, mais entraînant aussi de terribles représailles de l'occupant contre la population civile.

3. Patriotisme, relâchement des contrôles et consensus social

Face aux désastres militaires des premiers mois de la guerre, le régime fait appel aux valeurs russes, nationales et patriotiques. Le discours radiodiffusé de Staline du 3 juillet 1941 évoque le « grand danger qui menace la Patrie » et se réfère à « la grande nation russe de Plekhanov, de Lénine... de Pouchkine, de Tolstoï, de Tchaïkovski, de Tchekhov, de Souvorov et de Koutouzov », qu'il faut défendre dans cette « guerre sacrée », bientôt baptisée « Grande guerre patriotique ». Le rapprochement avec l'Église orthodoxe, indissolublement liée au passé national, constitue un second aspect de l'évolution idéologique du régime pendant la guerre. L'Église orthodoxe contribue elle-même à faciliter le revirement. Dans le courant de l'année 1942, les métropolites Alexis et Nicolas sont invités à participer aux travaux de la Commission d'enquête sur les crimes allemands. Le 4 septembre 1943, les trois plus hauts dignitaires de l'Église orthodoxe sont reçus par Staline au Kremlin. Staline autorise l'élection d'un nouveau patriarche au siège laissé vacant depuis 1924. En octobre 1943, le gouvernement crée un Conseil pour les affaires de l'Église orthodoxe et permet l'ouverture d'un certain nombre d'églises fermées dans les années 1930. Troisième évolution idéologique destinée à regrouper la nation autour des valeurs nationales et patriotiques, la personnalisation, toujours croissante, du pouvoir suprême et l'identification de Staline à la Cause sacrée, celle de la Patrie. Rassemblant, pour la première fois depuis 1917, les pouvoirs du Parti et de l'État, traditionnellement dissociés, Staline remplace Molotov à la présidence du Conseil des commissaires du peuple, prend la tête du Comité d'État pour la Défense, du GQG du commissariat du peuple à la Défense, avant de se nommer maréchal et généralissime.

Ces évolutions convergentes – et qui allaient devenir des éléments stables de l'Idéologie dans la période de l'après-guerre – coexistent avec des infléchissements éphémères qui ne durent que le temps de la guerre : un certain relâchement du contrôle économique sur la paysannerie et du contrôle idéologique sur l'intelligentsia. Pour compenser le prélèvement – à des prix scandaleusement bas – de la quasi-totalité de la récolte collective, les autorités locales, au demeurant très affaiblies, doivent se résoudre à laisser aux kolkhoziens une plus grande liberté pour monnayer leur production personnelle. Au cours de la guerre, le marché kolkhozien (marché libre) développe son activité, fournissant 50 % des achats alimentaires

des citoyens contre 20 % avant guerre. Dans la sphère culturelle, le contrôle idéologique est assoupli. Le – relatif – relâchement des contrôles politiques et idéologiques se manifeste également dans le recrutement massif, décidé dès août 1941, de « tous ceux qui se sont distingués sur le champ de bataille ». Durant la guerre, quatre millions de Soviétiques, en grande majorité des militaires sous les drapeaux, adhèrent au Parti autour de valeurs exaltant le patriotisme et la grandeur nationale.

Exacerbé par les atrocités nazies, le sentiment patriotique renforce le consensus social qui est l'arme principale de la survie de l'URSS.

4. La « guerre dans la guerre »

Parallèlement à la lutte à mort que se livrent Soviétiques et Allemands, le régime stalinien continue une guerre contre « l'ennemi intérieur », tout particulièrement contre des minorités nationales accusées soit de constituer un vivier d'agents potentiels de l'envahisseur (citoyens soviétiques d'origine allemande), soit d'avoir « collaboré avec l'ennemi » (Tchéchènes, Ingouches, Kalmouks, Balkars, Karatchaïs, Tatars de Crimée). Entre septembre 1941 et juillet 1944, plus de 2 300 000 citoyens soviétiques appartenant à l'un de ces sept « peuples punis » sont déportés vers la Sibirie, le Kazakhstan, l'Asie centrale avec le statut de « déplacés spéciaux » au terme d'immenses opérations policières mobilisant des centaines de convois ferroviaires et des centaines de milliers d'hommes des unités spéciales du NKVD et s'apparentant à un véritable nettoyage ethnique.

IV. Vers la victoire (été 1943-mai 1945)

1. La conférence de Téhéran

À la fin de l'année 1943, après le tournant de Koursk sur le front russe, le débarquement anglo-américain en Italie et le renversement du régime mussolinien, la victoire, à plus ou moins brève échéance, est désormais en vue. Les Alliés décident de coordonner leurs actions et de définir leurs projets pour l'après-guerre. Du 28 novembre au 1^{er} décembre 1943, la conférence de Téhéran réunit pour la première fois Churchill, Roosevelt et Staline. Jouant habilement du sentiment de culpabilité des Occidentaux à propos de l'ouverture d'un véritable second front, promis depuis longtemps et toujours repoussé, et des divergences entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, Staline obtient satisfaction sur plusieurs points fondamentaux :

- la promesse d'un débarquement en France en mai 1944 au plus tard ;
- le déplacement des frontières de la Pologne vers l'ouest, jusqu'à l'Oder et, par conséquent, la reconnaissance, pour l'instant non officielle, par les Occidentaux, de la « ligne Curzon » comme future frontière orientale de la Pologne ;
- la reconnaissance des visées soviétiques sur Königsberg ;
- l'annexion des États baltes comme « conforme à la volonté des populations ».

En échange de ces acquis majeurs, l'URSS accepte de déclarer la guerre au Japon au plus tard

trois mois après la fin de la guerre en Europe.

2. L'offensive soviétique de l'année 1944

Après ce succès diplomatique, les Soviétiques, dont les forces armées surclassent désormais, dans tous les domaines, celles de l'Allemagne, lancent, en janvier 1944, une nouvelle offensive, à la suite de laquelle prend définitivement fin (27 janvier) le blocus de Leningrad, après 870 jours de siège. En avril-mai, l'Ukraine de la rive occidentale du Dniepr ainsi que la Crimée sont libérées. Le 5 juillet, l'Armée rouge repasse l'ancienne frontière (d'avant 1939) de la Pologne. Après une avance de 600 km en cinq semaines, l'Armée rouge parvient, le 1^{er} août 1944, jusqu'aux faubourgs de Varsovie, sur la rive droite de la Vistule.

À la suite de la découverte, en février 1943, du charnier de Katyn, les relations entre l'URSS et le gouvernement polonais en exil à Londres ont été suspendues. Après l'entrée de l'Armée rouge en Pologne, l'URSS favorise la création, à Lublin, d'un Comité national de libération, avec, à sa tête, le communiste B. Bierut. Pour affirmer sa légitimité et accueillir en « maître des lieux » les troupes soviétiques, le gouvernement polonais en exil ordonne une insurrection générale à Varsovie (1^{er} août). Prétextant l'étirement de ses liaisons et la fatigue de ses hommes, le Haut-Commandement soviétique refuse de faire passer la Vistule à l'Armée rouge pour aider les insurgés. Après soixante-deux jours de résistance héroïque, l'Armia Krajowa capitule. Varsovie est rasée, l'élite polonaise décimée.

À l'automne 1944, le Haut-Commandement soviétique oriente une partie importante de ses troupes vers les Balkans, la Hongrie et l'Autriche, afin de prendre de vitesse, dans cette partie de l'Europe, les Anglo-Américains. Fin août, l'Armée rouge envahit la Roumanie ; le 12 septembre, les Roumains signent un armistice, aux termes duquel la Roumanie reçoit la Transylvanie (annexée par les Hongrois), mais cède à l'URSS la Bessarabie et la Bucovine du Nord. En octobre, l'Armée rouge prend Debrecen et y installe un gouvernement provisoire hongrois. Budapest, défendue par les troupes allemandes, ne tombe cependant que le 11 février 1945. Après la visite de Tito (début septembre 1944) à Moscou, les troupes soviétiques pénètrent en Yougoslavie. Ainsi, dès octobre 1944, une grande partie de l'Europe orientale est passée sous contrôle soviétique. En se rendant à Moscou, Churchill prend acte de ces réalités : il accepte le tracé des frontières polonaises qu'impose Staline (ligne Oder-Neisse à l'ouest, ligne Curzon à l'est) ainsi que la formation d'un gouvernement polonais d'« union nationale ». Il reconnaît la prépondérance soviétique en Roumanie, Bulgarie et Hongrie. Staline, en échange, abandonne toute prétention sur la Grèce et, par conséquent, tout soutien aux communistes de l'ELAS. Quant au régime yougoslave, son sort reste en suspens.

3. La conférence de Yalta et la victoire

La conférence de Yalta (4-11 février 1945) a pour objet de définir les modalités de l'organisation mondiale de l'après-guerre. Jouant habilement, comme à Téhéran, des divergences entre Britanniques et Américains, et de la confiance que lui accorde Roosevelt, très gravement malade, Staline pousse son avantage et obtient notamment satisfaction sur les points suivants :

- trois sièges (Russie, Ukraine, Biélorussie) à la conférence constitutive de l'ONU, qui devait s'ouvrir le 25 avril à San Francisco ;
- la confirmation des frontières occidentales et orientales de la Pologne selon les vœux de

l'URSS ;

- la légitimation du comité de Lublin qui constituerait, « avec d'autres dirigeants démocratiques polonais », le noyau du futur gouvernement polonais ;
- la cession des îles Kouriles, de la partie méridionale de Sakhaline, la cession à bail de Port-Arthur, l'exploitation du complexe ferroviaire de Mandchourie, en échange de l'intervention soviétique contre le Japon dans les trois mois qui suivraient la capitulation de l'Allemagne ;
- la reconnaissance du bien-fondé des demandes de réparations formulées par les Soviétiques : dix milliards de dollars (soit la moitié des réparations totales à exiger de l'Allemagne).

Trois semaines avant l'ouverture de la conférence de Yalta, l'Armée rouge avait lancé son offensive finale, soulageant ainsi les Occidentaux, surpris par une contre-offensive allemande dans les Ardennes. Le 10 mars, les troupes soviétiques franchissent l'Oder. Couvert au nord par Rokossovski et au sud par Koniev, Joukov lance, le 12 avril, deux millions d'hommes contre le camp retranché de Berlin. Le 25 avril, l'armée soviétique fait sa jonction avec l'armée américaine sur l'Elbe. Le 2 mai, le général Tchouikov reçoit la reddition de la garnison de Berlin. Les derniers combats importants se déroulent en Bohême ; le 9 mai, l'Armée rouge entre à Prague. Quelques heures plus tôt, à Berlin, Keitel avait signé l'acte de capitulation sans conditions de l'Allemagne.

Chapitre VI

Le stalinisme achevé (1945-1953)

Les années 1945-1953 marquent l'achèvement d'une logique économique et politique mise en place à la fin de la NEP. D'une grande cohérence, contrastant avec la première phase du stalinisme – celle des années 1930 – paroxystique caractérisée par l'excès et la démesure, les années d'après-guerre dessinent les contours d'un stalinisme achevé, nationaliste, pesant et conservateur.

I. Retour au modèle d'avant-guerre et renforcement des contrôles

1. Retour au modèle d'avant-guerre

Le retour à la paix implique la nécessité de reconstruire un pays ravagé par la guerre – plus de 20 millions de morts, 25 millions de sans-abri, des destructions estimées à près de 700 milliards de roubles, soit cinq fois et demie le revenu national de 1940 – mais aussi de choisir les voies de cette reconstruction. Allait-on encourager, systématiser cette « dérive vers la gestion consensuelle » (J. Sapir), qui avait constitué, aux côtés du nationalisme et du patriotisme, un des éléments majeurs du consensus national pendant la guerre, ou bien allait-on revenir au modèle de développement volontariste des années 1930 ? Cette question capitale est, semble-t-il, l'objet de vifs débats, durant l'hiver 1945-1946.

Adopté par le Soviet suprême en mars 1946, le IV^e Plan, dit « Plan de reconstruction », fixe à la croissance économique des objectifs ambitieux, mais à première vue moins irréalistes et plus équilibrés que ceux des plans d'avant-guerre. Cependant, face à la « passivité » d'une main-d'œuvre épuisée et affamée, le régime ressort son discours productiviste et son arsenal répressif. Le printemps 1946 est marqué par une grande campagne productiviste et une série de décrets destinés à fixer les ouvriers sur leur lieu de travail. Comme en 1935-1937, on assiste à un renouveau du mouvement stakhanoviste : le Stakhanov du IV^e Plan est A. Filippov, le « poseur de briques » engagé dans la « compétition socialiste » pour la reconstruction des villes martyres. Les années 1947-1953 voient se reproduire les mêmes phénomènes économiques et sociaux, le même cycle que dans les années 1930 :

- une très forte flambée des investissements, pour des chantiers souvent inachevés, s'accompagnant de phénomènes inflationnistes liés aux pénuries et aux difficultés d'approvisionnement ;
- une très forte demande de main-d'œuvre de la part des entreprises, plus soucieuses d'accumuler un maximum de travailleurs et d'équipements que de créer les conditions d'un accroissement de productivité ;

- un fort afflux (sept millions) de travailleurs inexpérimentés venus des campagnes, se traduisant par des « phénomènes négatifs » tels qu'une recrudescence de l'absentéisme, une instabilité persistante de la main-d'œuvre, une production défectueuse, des problèmes de discipline du travail ;
- la persistance d'un niveau de vie très bas : l'analyse de la consommation révèle que, dans les villes, le niveau de 1928 (à peine équivalent à celui de 1913) n'est atteint qu'en 1954 ; le niveau de 1940 (inférieur à celui de 1928), en 1951.

Comme dans les années 1930, c'est sur le « front agricole » que les difficultés restent les plus graves. Dans son discours du 9 février 1946, Staline avait annoncé la fin du rationnement pour l'automne 1946. Quelques mois plus tard, ces promesses inconsidérées sont reportées *sine die*, à cause d'un « retard dans la campagne de collecte ». Cet euphémisme cache une véritable famine (qui frappe surtout les provinces de Koursk, Voronej, Tambov, Orel) due partiellement à la sécheresse, mais surtout à la volonté de l'État d'exporter coûte que coûte des produits agricoles. Comme la famine de 1932, celle de 1946 (près d'un million de victimes) est totalement passée sous silence. Imputant les problèmes agricoles à un « appât du gain sur les lopins individuels », le gouvernement lance une vaste campagne pour « liquider les violations du statut kolkhozien ». En 1946-1948, l'administration récupère plus de dix millions d'hectares « illégalement appropriés ». La législation répressive du 7 août 1932 est « réactualisée » par un décret du 4 juin 1947 qui aggrave considérablement les peines pour vol, passible désormais de cinq à quinze ans de camp. Tandis que les quotas de livraisons obligatoires sont, chaque année, réévalués à la hausse, les prix payés par l'État aux kolkhozes pour les produits agricoles restent, en 1952, inférieurs aux prix payés en 1940 ! Au début des années 1950, la dégradation économique et financière des kolkhozes est telle qu'elle menace tout l'équilibre économique.

2. Renforcement des contrôles et répression

Le dérapage hypervolontariste de l'économie va de pair avec un renforcement de la répression. Les années 1945-1953 voient l'expansion maximale des organes de répression policière et l'apogée du système concentrationnaire. Le nombre des détenus au Goulag double entre 1944 et 1953, passant de 1,3 à 2,6 millions. Cette croissance s'explique par l'arrivée au Goulag de nouveaux contingents : prisonniers de guerre soviétiques condamnés pour « désertion », collaborateurs réels et supposés, « nationalistes » et « éléments socialement étrangers » des régions occidentales (Pays baltes, Ukraine occidentale, Moldavie) soumises à une soviétisation forcée, mais aussi une masse de simples citoyens victimes de lois ultrarépessives (comme celle du 4 juin 1947). Les peines infligées sont de plus en plus longues ; par cumul de condamnations, une proportion grandissante de détenus n'a pas d'espoir de libération avant vingt/vingt-cinq ans. Aussi voit-on se multiplier, notamment parmi les véritables opposants au régime soviétique que sont les « partisans nationalistes » ukrainiens et baltes, isolés depuis 1948 dans des « camps spéciaux », infractions à la discipline, refus de travail, désordres, émeutes. À partir de 1948, l'administration pénitentiaire tente d'exploiter les détenus de manière plus « économe » et « rentable » : pour tenter de stimuler la productivité, des primes et des « salaires » sont introduits, les rations augmentent pour ceux qui parviennent à remplir les normes, la mortalité (qui avait atteint des sommets – près de 20 % par an – en 1942-1943) diminue. Ce « programme » se heurte cependant aux réalités du monde concentrationnaire : les infrastructures de production datent ; les immenses unités pénitentiaires, regroupant des dizaines de milliers de détenus, s'avèrent être des structures lourdes, difficilement

réformables ; la modicité du « salaire » distribué aux détenus (15 à 20 fois inférieur au salaire moyen d'un travailleur libre) ne constitue pas un stimulus à un moment où un nombre croissant de détenus s'organise en bandes rivales et nécessite un encadrement de plus en plus coûteux. Les nombreuses inspections menées en 1951-1952 dans les principaux ensembles pénitentiaires traduisent l'inquiétude de l'administration face à la chute rapide de la rentabilité du système concentrationnaire. Elles éclairent d'un jour nouveau les raisons de la vague d'amnisties des années 1953-1957 : celles-ci n'apparaissent plus comme exclusivement politiques. Leur fondement économique ne saurait être négligé.

L'un des aspects les plus remarquables du durcissement du régime stalinien dans les années d'après-guerre est l'accent mis sur les contraintes idéologiques. Une vaste offensive (connue sous le terme péjoratif de *Jdanovschina*, Andreï Jdanov, l'un des plus proches collaborateurs de Staline, apparaissant au premier plan de cette campagne) se développe contre toute création de l'esprit dénotant soi-disant les influences de l'étranger, du « décadentisme occidental », de l'« individualisme petit-bourgeois » et du « formalisme ». Le 14 août 1946, une résolution du Comité central dénonce les revues *Leningrad* et *Zvezda* pour avoir apporté à leurs lecteurs des « idéologies étrangères à l'esprit du Parti », en publiant notamment des œuvres de la poétesse Anna Akhmatova et de l'humoriste Mikhaïl Zoschenko. Le 4 septembre, une nouvelle résolution condamne la production de films « dépourvus d'idées » ; parmi les films visés figure la seconde partie d'*Ivan le Terrible* de Sergueï Eisenstein. Le célèbre réalisateur est critiqué pour avoir présenté une image erronée (celle d'« une sorte de Hamlet ») d'un tsar qui figure désormais parmi les grands bâtisseurs de l'État russe. Quelques mois plus tard, la *Jdanovschina* atteint un secteur jusque-là épargné, la musique ; le 10 février 1948, une résolution du Comité central, « Les tendances décadentes dans la musique soviétique », critique le « formalisme antipopulaire et antinationale » de Prokofiev, Chostakovitch et Khatchatourian, d'autres compositeurs qui « ont oublié l'immense rôle social de la musique pour flatter les goûts dégénérés d'une poignée d'individualistes esthétisants ».

À partir de la fin de 1948, la dénonciation des tendances « formalistes » est éclipsée par la découverte d'une nouvelle déviation, le « cosmopolitisme ». Les contacts et les mariages entre Soviétiques et étrangers sont interdits. La dénonciation du cosmopolitisme prend rapidement une tournure de plus en plus ouvertement antisémite. L'animateur du théâtre juif, M. Mikhoels, est assassiné ; le « Comité antifasciste juif » est dissous ; des centaines d'intellectuels juifs sont arrêtés et déportés. La campagne antisémite culmine au début de 1953 avec la découverte du « complot des blouses blanches ».

Le contrôle idéologique touche tous les domaines de l'esprit. C'est en biologie cependant qu'ont lieu les excès les plus marquants. Staline y impose, contre l'avis des savants de cette discipline, les « théories » d'un charlatan, Lyssenko, qui pousse jusqu'à la caricature les conceptions déterministes et l'utilisation des lois scientifiques de transformation de la nature, en affirmant l'impotence des lois de Mendel et en proclamant l'hérédité des caractères acquis.

II. L'URSS dans les relations internationales d'après-guerre

La situation internationale de l'URSS à l'issue d'une guerre dont elle sort meurtrie et victorieuse est paradoxale. D'un côté, elle s'est affirmée comme une Grande Puissance, dont

l'armée, numériquement la plus forte du monde, occupe une moitié de l'Europe ; d'un autre côté, elle est largement surclassée dans la technologie militaire par les États-Unis qui viennent d'expérimenter l'arme atomique. Ce paradoxe est, pour les dirigeants soviétiques, source de tensions. Face à cette situation, faut-il ménager la « Grande Alliance » conclue durant la guerre et obtenir un répit nécessaire pour reconstruire une économie dévastée ou bien prendre rapidement des « gages de sécurité » en étendant la sphère d'influence soviétique ?

Dans les mois qui suivent la conférence de Yalta, c'est cette seconde option qui l'emporte.

1. Le nouveau climat en Europe : de Potsdam à la conférence de Paris (juillet 1945-juillet 1947)

À la conférence de Potsdam (17 juillet-2 août 1945), les Occidentaux, placés par les Soviétiques devant plusieurs faits accomplis – en Pologne, les « Polonais de Londres » n'ont obtenu que quelques portefeuilles secondaires ; en Roumanie, le roi Michel a été contraint de mettre en place un gouvernement dominé par les communistes –, sont surpris de voir les Soviétiques formuler de nouvelles revendications : la révision de la convention de Montreux sur les détroits, le retour à l'URSS des districts turcs de Kars et d'Ardahan, l'obtention d'une base navale en mer Égée.

Les conférences de Londres (septembre 1945) et de Moscou (décembre 1945), en présence des ministres des Affaires étrangères des trois « Grands », révèlent de nouveaux sujets de désaccord : contestation, par les Occidentaux, des résultats des élections en Roumanie et en Bulgarie ; protestation occidentale contre la tentative soviétique d'établir un « protectorat » sur le Nord de l'Iran (sous couvert d'une « République populaire kurde »).

C'est au moment où la crise iranienne atteint son point culminant (début mars 1946) que Churchill prononce à Fulton (Missouri), en présence du président Truman, son célèbre discours du « rideau de fer » qui marque une étape importante dans la prise de conscience des Occidentaux de la réalité du danger de l'expansionnisme soviétique.

La conférence de la Paix (Paris, juillet à octobre 1946) ne permet aucun rapprochement des positions occidentales et soviétiques sur le règlement du problème allemand. Si les Soviétiques disent accepter le principe d'une réunification d'une Allemagne démocratisée et démilitarisée, la politique qu'ils mènent dans leur zone d'occupation (« dénazification », réforme agraire, nationalisations, création d'entreprises « mixtes » soviéto-allemandes travaillant exclusivement pour l'URSS) rend cette perspective de plus en plus illusoire. Après l'échec de la conférence de la Paix, les relations entre Occidentaux et Soviétiques se dégradent encore à la suite de l'aide directe apportée par la Yougoslavie, la Bulgarie et l'Albanie à la guérilla communiste en Grèce, et de la pression soviétique sur la Turquie. Les crises grecque et turque sont directement à l'origine de la doctrine Truman qui constitue une nouvelle étape de l'engagement américain en Europe. Pour tenter de régler les nombreux problèmes laissés en suspens à la conférence de la Paix, une nouvelle conférence se réunit à Moscou, le 10 mars 1947, la veille du jour où Truman expose, devant le Congrès, sa doctrine d'assistance économique aux « peuples libres ». À Moscou, les discussions achoppent, de nouveau, sur le problème allemand. Molotov refuse la proposition américaine de traité sur la neutralisation de l'Allemagne. Le général Marshall rejette une nouvelle demande soviétique de réparations. Aucun accord ne se dégage sur la structure du futur État allemand.

Le 5 juin 1947, Marshall définit à Harvard les grandes lignes d'un plan de reconstruction économique pour l'Europe. Une conférence, ouverte à tous les pays intéressés, y compris l'URSS, est convoquée à Paris pour le mois de juillet. Contre toute attente, Molotov s'y rend à la tête d'une importante délégation. Mais c'est pour mieux condamner, et par un coup d'éclat – en quittant la conférence au bout de trois jours –, le projet américain, accusé de « placer sous contrôle les pays européens ». Sous la pression des Soviétiques, les Polonais, puis les Tchèques, qui avaient annoncé leur venue, se désistent (10 juillet) ; ils sont suivis, le lendemain, par les Roumains, les Hongrois, les Finlandais, les Albanais. Juillet 1947 consacre la coupure de l'Europe.

2. Bipolarisation et guerre froide

Le climat international continue de se dégrader tout au cours de l'année 1947, avec la satellisation, par l'URSS, des pays est-européens. À la fin de 1947, seule la Tchécoslovaquie, qui venait cependant de céder devant les pressions soviétiques sur la question du plan Marshall, semble encore échapper à une mainmise complète des communistes sur l'État. La constitution des « blocs » franchit un pas supplémentaire en septembre 1947 avec la constitution du Kominform, « bureau d'information » des partis communistes européens. Le communiqué publié à l'issue de la rencontre de Szklarska Poręba (Pologne), placée sous la présidence de Jdanov, entérine la division d'un monde désormais divisé en deux camps, « le camp impérialiste et antidémocratique... et le camp anti-impérialiste et démocratique, dont le but essentiel est de saper l'impérialisme, de renforcer la démocratie, de liquider les restes du fascisme ». La « théorie des deux camps » sonne le glas des tentatives de Benes et de Mazaryk pour demeurer en bons termes avec les uns et les autres. Le 25 février 1948 a lieu le « coup de Prague ». Le 10 mars, Mazaryk se suicide. Le 30 mai, des élections organisées suivant le système de la liste unique entérinent le passage de la Tchécoslovaquie dans le « camp anti-impérialiste ».

La confrontation soviéto-occidentale franchit un nouveau palier au cours de l'été 1948 avec l'affaire du blocus de Berlin. Le 24 juin, les Soviétiques décrètent un blocus total des zones occidentales de Berlin ; les Occidentaux sont contraints d'organiser un « pont aérien » qui ravitaille la ville pendant près d'un an, jusqu'au 12 mai 1949, date à laquelle le blocus est enfin levé. En réponse à la création de la République fédérale allemande (23 mai 1949), un « Congrès du Peuple », réuni à Berlin-Est, adopte une constitution pour une « Allemagne démocratique indivisible ». Le 7 octobre 1949 naît la République démocratique allemande. La partition de l'Allemagne est ainsi institutionnalisée.

3. La rupture soviéto-yougoslave et ses conséquences

Dans un monde qui semble évoluer vers la constitution de « blocs », la soudaine rupture soviéto-yougoslave, rendue publique au printemps 1948, démontre l'existence de fortes tensions et d'intérêts divergents au sein du « camp socialiste ». Très étroite à la fin de la guerre, l'entente soviéto-yougoslave se dégrade à la fin de 1947. L'esprit d'indépendance de Tito, son ambition de devenir, par le biais d'une fédération balkanique rassemblant, dans un premier temps, la Yougoslavie et la Bulgarie, le leader politique de l'Europe balkanique, ne peuvent que porter ombrage aux visées hégémoniques de l'URSS. Le 28 juin 1948, le Kominform, réuni à Bucarest, jette l'anathème sur la « clique de Tito », accusée d'avoir « glissé sur la pente du révisionnisme, de l'antisoviétisme et du déviationnisme ». Le blocus économique de la Yougoslavie par le bloc soviétique, la rupture des relations diplomatiques

soviéto-yougoslaves n'entament pas la détermination de Tito et l'unité du PCY.

Mais le « schisme titiste » joue une autre fonction : il sert de prétexte pour « purger » les directions communistes de l'Europe de l'Est. Une première vague de purges (1949-1950) frappe des dirigeants communistes « nationaux », remplacés par des « Moscovites », hommes plus proches par leur passé de l'URSS. Sont ainsi éliminés : en Pologne, Gomulka (relevé de son poste au profit de Bierut) ; en Hongrie, Rajk (exécuté) et Kadar (emprisonné) ; en Bulgarie, Kostov (exécuté) ; en Slovaquie, Clementis (exécuté). La seconde vague (1952) a, sous le terme de « cosmopolitisme », des relents prononcés d'antisémitisme : elle culmine, en Tchécoslovaquie, avec le grand procès public rappelant les procès de Moscou, du dirigeant communiste Slansky, exécuté avec 13 autres inculpés (dont 11 Juifs) ; en Roumanie, avec l'élimination de la dirigeante communiste d'origine juive Ana Pauker.

4. La guerre froide à son apogée

Les années 1949-1950 constituent la phase culminante de la guerre froide, marquée par la naissance du Pacte atlantique, signé le 4 avril 1949, la guerre de Corée et la question du réarmement allemand. L'année 1949 apporte aux dirigeants soviétiques deux sujets de satisfaction sur le plan des rapports de force internationaux : l'expérimentation réussie de la première bombe atomique soviétique (septembre) et la victoire des communistes chinois (octobre). Le 14 février 1950, après de laborieuses négociations, Mao Zedong signe à Moscou un traité d'assistance mutuelle valable pour trente ans. La longueur des négociations comme la modicité du crédit accordé par les Soviétiques étaient l'hypothèse selon laquelle Moscou, avant de s'engager plus avant, souhaitait voir quelle politique Mao Zedong allait adopter.

Plus encore que l'affaire coréenne, qui marque l'année 1950, c'est la question de l'intégration de la RFA dans le système politique occidental qui constitue la principale préoccupation de la diplomatie soviétique au début des années 1950. Sur ce problème, la partie soviétique, au terme de plusieurs « rounds » de négociation (conférence de Prague des ministres des Affaires étrangères est-européens, octobre 1950 ; conférence de Paris, mars-juin 1951), fait, début 1952, un certain nombre de concessions, en proposant un traité de paix avec une Allemagne réunifiée et neutralisée. Les derniers mois de la dictature stalinienne semblent augurer d'une évolution de la diplomatie soviétique vers la négociation, plutôt que vers une confrontation systématique avec l'Occident.

III. Le stalinisme achevé

1. Spécificités des structures du pouvoir

Staline, qui cumule les fonctions de secrétaire général du Parti, de président du Conseil des ministres, de maréchal, généralissime et commandant en chef des forces armées, s'efforce d'autonomiser les fondements de son pouvoir à travers une idéologie ultranationaliste, l'abandon des règles léninistes de fonctionnement des instances du Parti et le développement démesuré de son propre culte. C'est durant ces années que le « culte de la personnalité » atteint son apogée. En décembre 1949, le 70^e anniversaire de Staline donne lieu à des manifestations d'idolâtrie non seulement en URSS, mais aussi de la part des communistes du monde entier. Face à ce concert de louanges et de protestations serviles de fidélité, le

dictateur se retranche dans un isolement soupçonneux, fuyant cérémonies et réceptions, ne connaissant de la vie du pays que les images embellies de rapports officiels.

Les instances dirigeantes du Parti sont systématiquement ignorées : aucun congrès ne se réunit durant treize ans et demi (entre mars 1939 et octobre 1952), aucun plénum du Comité central durant cinq ans et demi (entre février 1947 et octobre 1952). Le Politburo (dix titulaires et quatre suppléants) lui-même ne siège presque jamais au complet, Staline y ayant introduit des « commissions restreintes » (tout à fait illégales, selon les statuts), aux compétences d'ailleurs imprécises. Il s'applique, en fait, à concentrer une bonne partie du pouvoir dans des organes restreints : ainsi le rôle de son secrétariat personnel, le « Secteur spécial » du secrétariat du Comité central, dirigé par Poskrebychev, prend-il de plus en plus d'importance, surveillant l'ensemble du secrétariat, organisme clé, centre réel d'élaboration et de contrôle des décisions.

Dans l'état actuel de nos connaissances – encore très fragmentaires – sur les mécanismes de prise de décision au plus haut niveau, il est difficile de dire dans quelle mesure Staline était réellement l'autocrate décidant de tout, tel que l'a décrit N. Khrouchtchev, ou un arbitre habile entre différents groupes rivaux qui se constituaient dans la perspective de sa succession. Les deux hypothèses ne s'excluent pas. Elles permettent d'apprécier la complexité et la subtilité du jeu politique de Staline qui réussit aussi bien à faire rentrer dans le rang les militaires, auréolés du prestige de la Victoire, qu'à neutraliser, à son profit, les rivalités et les ambitions de ses éventuels successeurs, tout en poursuivant avec constance et cohérence la consolidation d'un système politique spécifique, le stalinisme. Dans la seconde moitié des années 1940, ce système se stabilise, devient conservateur, acquiert ses propres lois de fonctionnement, une identité et une inertie corporatiste que même le dictateur le plus puissant trouve parfois difficile à manœuvrer.

2. Conflits et alternatives politiques

Derrière l'unanimité de façade masquée par le culte de Staline, des conflits politiques se développent entre les successeurs potentiels de Staline. Un premier conflit oppose, en 1945-1948, Malenkov et Jdanov. Le débat entre Malenkov, soutenu par Beria, Kaganovitch et les responsables de l'industrie lourde, d'une part, Jdanov, soutenu par le président du Gosplan, Voznessenski, Rodionov et certains chefs militaires, d'autre part, porte principalement sur les modalités du développement de l'URSS. Les premiers souhaitent le renforcement des priorités au secteur industriel ; les seconds sont en faveur d'un développement économique plus équilibré. Le débat économique se porte, fin 1945, sur un terrain technique très particulier : Jdanov et Voznessenski critiquent Malenkov sur la politique de démantèlement des industries allemandes, qui conduit, selon eux, à un immense gaspillage. Staline charge Mikoyan d'enquêter sur place ; ce dernier revient avec un rapport très défavorable, concluant à la nécessité de remplacer la politique de démantèlement par l'instauration de sociétés mixtes qui organiseraient, en Allemagne, la production au service de l'URSS. Malenkov est relevé de son poste à la tête du Comité pour le démantèlement et écarté du secrétariat du Comité central. Pendant deux ans (1946-1948), Jdanov, assisté par Souslov, a la confiance de Staline pour mener à bien la répression idéologique contre l'intelligentsia et les mouvements nationaux, ainsi que le rassemblement des partis communistes européens dans le cadre du Kominform.

Durant ces premières années de l'après-guerre, Staline manœuvre habilement vis-à-vis d'un autre groupe qui aurait pu constituer une force sociopolitique autonome, capable sinon de

canaliser les aspirations au changement, du moins d'opposer un contrepoids au pouvoir civil, voire d'arbitrer, à l'occasion, les débats : l'armée. Dès la fin de 1945, les principaux chefs militaires, chargés de commandements éloignés, sont écartés de toute vie publique. Joukov, le plus populaire d'entre eux, relégué à la tête de la région militaire d'Odessa, puis de l'Oural, n'apparaît plus en public dans son pays. Le 4 mai 1948, commémorant la bataille de Berlin, la presse ne cite même plus son nom !

À l'été 1948, après une éclipse de deux ans, Malenkov est rappelé par Staline au secrétariat du Comité central. Après la mort de Jdanov (31 août 1948), Malenkov, avec la collaboration de Beria et d'Abakoumov, chef du tout-puissant ministère de la Sécurité d'État et, bien entendu, l'aval de Staline, monte une vaste opération de purge contre Voznessenski et ses collaborateurs du Gosplan, ainsi que l'appareil du Parti de Leningrad (ville toujours suspecte à Staline). Voznessenski est destitué puis, l'année suivante, exécuté sans procès. L'« affaire de Leningrad » coûte également la vie à des centaines de cadres du Parti, accusés de « comploter avec les titistes dans le but de renverser le pouvoir soviétique ».

3. Le dernier complot

En septembre 1952, une campagne de presse met en garde les communistes contre « l'infiltration d'agents impérialistes dans les rangs du Parti ». C'est dans une atmosphère tendue que s'ouvre, le 5 octobre 1952, le XIX^e congrès du Parti, enfin convoqué treize ans et demi après le XVIII^e. Tandis que Staline ne prend la parole que pour une brève allocution finale, Malenkov et Khrouchtchev, dont la promotion au poste de Premier secrétaire du Parti de Moscou a été encouragée par Staline, présentent les deux rapports d'activité, qui se bornent à vanter les « remarquables réalisations » de l'URSS : maîtrise de la bombe H, progression de l'économie et succès internationaux. Ces rapports n'ouvrent, en réalité, aucune perspective évolutive. Les seules innovations, proposées par Staline, concernent une modification des structures politiques au sommet : le Politburo est remplacé par un Praesidium, beaucoup plus lourd (36 membres) ; le nombre des membres du Comité central double. Selon Khrouchtchev, Staline souhaitait, par ces réformes, diminuer encore l'influence de ses collègues, entourés désormais par de nouveaux venus, plus jeunes, plus inexpérimentés et plus aisés à manipuler.

Le 13 janvier 1953, la *Pravda* annonce la découverte du complot du « groupe terroriste des médecins du Kremlin » (en majorité des Juifs), accusés d'avoir assassiné Jdanov et tenté d'assassiner plusieurs autres personnalités de l'État. Comme en 1936-1937, des milliers de meetings sont organisés pour exiger le châtimement des coupables et le retour à une véritable « vigilance bolchevique ». Le « complot des blouses blanches » – démonté aussitôt après la mort de Staline – était-il un avatar de la campagne « anticosmopolite » des années précédentes ou le début d'un mouvement plus important, ouvrant la voie à une nouvelle purge radicale du personnel politique, des cadres économiques et de l'intelligentsia ? Dans l'état actuel des connaissances, il semble se confirmer que Beria non seulement n'a joué aucun rôle dans la préparation de cette affaire, mais encore que, comme d'autres dirigeants particulièrement visés, tel Molotov (dont la femme, d'origine juive, avait été déportée), il en aurait probablement été la victime. Alors que le thème d'une vaste conspiration regroupant intellectuels, Juifs, militaires, cadres des républiques non russes fait la Une de l'actualité, rappelant les pires moments de l'*Ejovschina*, Staline est frappé d'une hémorragie cérébrale, sans doute dans la nuit du 1^{er} mars 1953. Le 6 mars, l'agence Tass annonce que le cœur du continuateur génial de Lénine a cessé de battre le 5 mars 1953, à 21 h 50.

Pour conclure

La disparition de Staline, comme le montre le cours que prend l'évolution politique de l'URSS au milieu des années 1950, constitue une césure significative de l'histoire soviétique. Césure ou coupure ? Poser cette question, c'est soulever le problème de la continuité de l'histoire soviétique, de la définition d'un « système soviétique », qui se maintient encore un bon tiers de siècle après la disparition de Staline. La question de la continuité léninisme-stalinisme continue de diviser profondément les historiens. Les uns privilégient l'unité de la période 1917-1953, période de formation, de maturité et d'apogée du « totalitarisme soviétique ». « Le stalinisme est un marxisme-léninisme en action » (L. Kolakowski). « Le marxisme bolchevique a entièrement déterminé les caractéristiques du léninisme post-révolutionnaire comme de ce que nous appelons, souvent improprement, le stalinisme » (A. B. Ulam). « Le stalinisme peut et doit être défini comme une théorie et une pratique qui découlent directement de Lénine : la vision d'un monde divisé en classes, en pays antagonistes, le recours systématique à la terreur... – tout cela est indubitablement et totalement léniniste » (A. G. Meyer). Face aux tenants de la continuité absolue entre léninisme et stalinisme, pour lesquels les années 1917-1953 constituent une période d'une grande unité et d'une extrême cohérence, d'autres historiens insistent sur les nombreuses alternatives, ruptures, revirements, tournants (1918, 1921, 1928-1929, 1934, 1937) qui ont marqué un processus historique plus complexe qu'on ne l'a généralement écrit. Rompant avec le léninisme, le stalinisme, explique R. Tucker, est un « national-bolchevisme russe », « mélange de radicalisme bolchevique, de chauvinisme grand-russien et d'éléments très personnels d'interprétation du bolchevisme par Staline ». Parmi ces éléments figurent aussi bien, chez le Staline des années 1920, l'idée « russo-centrique » de la « construction du socialisme dans un seul pays » que, vingt ans plus tard, la paranoïa d'un Staline vieillissant.

Reste un paradoxe majeur, relevé par François Furet, celui d'« un système prétendument inscrit dans les lois du développement social, et dans lequel tout dépend tellement d'un seul homme que, cet homme disparu, le système a perdu quelque chose qui lui était essentiel ».